



RAPPORT FINANCIER DE L'OHADA EXERCICE 2014

Yaoundé, Août 2015

SOMMAIRE	Pages
INTRODUCTION	2
PRESENTATION DES ETATS FINANCIERS COMBINES DE L'OHADA AU 31 DECEMBRE 2014 ..	4
I. BILAN	5
I.1. Bilan Actif.....	5
I.2. Bilan Passif	6
II. Compte de résultat	7
II.1. Charges.....	7
II.2. Produits	8
III. Tableau des Flux de Trésorerie (Emplois/Ressources)	9
IV. Notes relatives aux états financiers combinés	12
IV.1. Informations générales.....	12
IV.2. Les principes et méthodes comptables de l'Organisation.....	13
IV.3. Les informations complémentaires sur le Bilan et au Compte de résultat.....	17
RAPPORT SUR L'EXECUTION BUDGETAIRE 2014	28
I. RAPPEL DU BUDGET 2014	28
II. FAITS SIGNIFICATIFS DE LA PERIODE	28
III. ETAT SUR L'EXECUTION BUDGETAIRE 2014	28
III.1. RESSOURCES.....	29
III.2. EMPLOIS	30
IV. COMPTE-RENDU ANALYTIQUE DE L'EXÉCUTION BUDGÉTAIRE AU 31 DÉCEMBRE 2014	34
V. SUIVI DE L'ÉVOLUTION DES EMPLOIS ENTRE 2012 ET 2014	39

INTRODUCTION

Les États membres de l'OHADA ont signé, le 17 octobre 1993, à Port-Louis (Ile Maurice), un Traité relatif à l'harmonisation du droit des affaires en Afrique. Ce Traité qui a été révisé à Québec (Canada) le 17 octobre 2008, institue une Organisation spécialement chargée de réaliser les tâches requises par le processus d'harmonisation du droit des affaires en Afrique.

A ce jour, l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA) regroupe dix-sept (17) pays : le Bénin, le Burkina Faso, le Cameroun, la Centrafrique, le Congo, les Comores, la Côte d'Ivoire, le Gabon, la Guinée, la Guinée-Bissau, la Guinée Équatoriale, le Mali, le Niger, la République Démocratique du Congo, le Sénégal, le Tchad et le Togo.

Dans le cadre de l'harmonisation, neuf Actes uniformes sont actuellement en vigueur dans l'ensemble des États membres.

Les objectifs fondamentaux de l'OHADA consistent essentiellement à :

- unifier le droit des affaires des États parties au Traité ;
- promouvoir la sécurité juridique et judiciaire dans les pays de l'espace OHADA ;
- développer l'activité économique et promouvoir l'arbitrage comme instrument de règlement des différends contractuels.

La réalisation de ces objectifs repose sur cinq Institutions :

- la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement qui est l'organe suprême de l'OHADA. Elle statue sur toute question relative à la modification du Traité ;
- le Conseil des Ministres qui est composé des ministres chargés de la Justice et des ministres chargés des Finances des États membres. C'est l'organe décisionnel de l'OHADA. Il exerce le pouvoir normatif en édictant les Actes uniformes et les Règlements ;
- le Secrétariat Permanent dont le siège est à Yaoundé (Cameroun), est l'organe exécutif chargé de la coordination des Institutions de l'OHADA. Il prépare les projets d'Actes uniformes, organise les sessions du Conseil des Ministres, apporte son assistance au Président du Conseil des Ministres et, le cas échéant, à la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement ;
- la Cour Commune de Justice et d'Arbitrage (CCJA), qui siège à Abidjan (Côte d'Ivoire). Elle est investie des fonctions juridictionnelles, consultatives et arbitrales ;
- l'École Régionale Supérieure de la Magistrature (ERSUMA), qui concourt à la formation des magistrats et autres acteurs du droit des affaires. Installée à Porto-Novo (Bénin), elle intervient également dans la recherche en droit des affaires.

Afin d'améliorer le cadre de gestion de l'Organisation, la réunion du Conseil des Ministres de l'OHADA, tenue à Niamey (Niger) en décembre 2007, a décidé la réforme de l'Organisation qui devait partir d'un audit institutionnel réalisé en 2008. Le rapport de cet audit avait recommandé, entre autres, la révision du Règlement financier et du Manuel des procédures administratives, financières et comptables de l'Organisation. Ce manuel révisé est entré en vigueur le 1er janvier 2012.

Le budget de l'OHADA est financé pour l'essentiel par les contributions des États membres. Dans ce cadre, il a été institué un Mécanisme de financement autonome des Institutions de l'OHADA. Dans son principe, ce mécanisme est basé sur un prélèvement de 0,05%, dit prélèvement OHADA et liquidé sur la valeur en douane des marchandises importées.

Toutefois, le mécanisme a connu une exception à compter de l'exercice 2011. En effet, par décision N° 05/2010/CM/UEMOA du 21 juin 2010, le Conseil des Ministres de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), a donné mandat à la Commission de l'UEMOA de prendre en charge les contributions financières dues par les États membres de l'Union au titre de leur appartenance à l'OHADA.

En application des instructions du Conseil des Ministres, le budget de l'Organisation, intègre les appuis financiers attendus des partenaires techniques et financiers (PTFs) de l'OHADA.

Le présent rapport financier a été rédigé sur la base des comptes individuels des trois (3) Institutions et de leur combinaison faite par la Direction Financière et Comptable, basée au Secrétariat Permanent de l'OHADA.

Le présent document traduit les opérations comptables et financières de l'OHADA pour l'exercice clos au 31 décembre 2014 et est structuré de la manière suivante :

- **Première partie** : Présentation des états financiers combinés de l'OHADA ;
- **Deuxième partie** : Rapport sur l'exécution budgétaire au titre de l'exercice 2014.

PRESENTATION DES ETATS FINANCIERS COMBINES DE L'OHADA AU 31 DECEMBRE 2014

Le jeu complet des états financiers de synthèse selon le règlement financier de l'OHADA comprend :

- Un état de la situation financière (le bilan) ;
- Un état de la performance financière (le compte de résultat) ;
- Un tableau des flux de trésorerie (le tableau Emplois/ressources) ;
- Les notes contenant un résumé des principales méthodes comptables et des autres notes explicatives (l'état annexé)
- Un état comparatif des montants budgétés et des montants réels (l'état d'exécution budgétaire) qui fera l'objet de la deuxième partie.

I. BILAN

I.1. Bilan Actif

Désignation de l'entreprise **OHADA - ETATS - COMBINES**

BILAN - ACTIF

Adresse **Avenue Charles de Gaulle**

Numéro d'identification _____

Exercice clos le :

31/12/2014

Durée (en mois)

12

Réf.	ACTIF	Ligne	Exercice N			Exercice N-1
			Brut	Amortissements Provisions	Net	Net
	ACTIF IMMOBILISE (I)	01				
AA	Charges Immobilisées	02				
AX	Frais d'Établissement	03				
AY	Charges à Répartir	04				
AC	Primes de Remboursement des Obligations	05				
AD	Immobilisations Incorporelles	06	502 091 220	149 384 53	352 706 690	172 498 757
AE	Frais de Recherche et de Développement	07				
AF	Brevets, Licences, Logiciels	08	442 207 170	141 543 82	300 663 344	121 244 876
AG	Fonds Commercial	09				
AH	Autres Immobilisations Incorporelles	10	59 884 050	7 840 70	52 043 346	51 253 881
AI	Immobilisations Corporelles	11	1 641 517 077	1 101 881 879	539 635 198	566 303 559
AJ	Terrains	12				
AK	Bâtiments	13	43 391 783	9 838 000	33 553 783	31 440 739
AL	Installations et Agencements	14	272 321 043	150 609 992	121 711 051	77 848 789
AM	Matériels	15	1 035 440 055	701 999 670	333 440 385	370 597 706
AN	Matériels de Transport	16	290 364 196	239 434 217	50 929 979	86 416 325
AP	Avances et Acomptes versés sur Immobilisations	17				
AQ	Immobilisations Financières	18	79 557 420	6 608 377	72 949 043	115 935 494
AR	Titres de Participation	19				
AS	Autres Immobilisations Financières	20	79 557 420	6 608 377	72 949 043	115 935 494
AW	(1) dont H.A.O. : Brut	21				
	Net	22				
AZ	TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	23	2 223 185 717	1 257 974 786	965 290 931	854 737 810
	ACTIF CIRCULANT	24				
BA	Actif circulant H.A.O.	25				
BB	Stocks	26	30 411 018		30 411 018	58 552 393
BC	Marchandises	27				
BD	Matières Premières et Autres Approvisionnements	28	30 411 018		30 411 018	58 552 393
BE	En-cours	29				
BF	Produits Fabriqués	30				
BG	Créances et Emplois Assimilés	31	5 019 987 588		5 019 987 588	3 060 886 533
BH	Fournisseurs, Avances versées	32	53 880 601		53 880 601	3 370 075
BI	Clients	33				
BJ	Autres Créances	34	4 966 106 987		4 966 106 987	3 057 516 458
BK	TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	35	15 050 398 808		15 050 398 808	3 119 438 826
	TRESORERIE ACTIF	36				
BQ	Titres de Placement	37				
BR	Valeurs à Encaisser	38				
BS	Banques, Chèques postaux, Caisse	39	4 190 342 001		4 190 342 001	5 227 473 676
BT	TOTAL TRESORERIE ACTIF (III)	40	4 190 342 001		4 190 342 001	5 227 473 676
BU	Écarts de Conversion - Actif (IV) (Perte probable de change)	41				
BZ	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)	42	11 463 906 324	1 257 974 786	10 205 931 538	9 201 650 412

I.2. Bilan Passif

Désignation de l'entreprise **OHADA - ETATS - COMBINES**

BILAN - PASSIF

Adresse Avenue Charles de Gaulle

Numéro d'identification

Exercice clos le : **31/12/2014**

Durée (en mois)

12

Réf.	PASSIF (Avant répartition)	Ligne	Exercice N	Exercice N-1
	CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES	01		
CA	Capital	02		
CB	Actionnaires Capital non Appelé	03		
CC	Primes et Réserves	04	989 493 165	1 313 317 297
CD	Primes d'Apports, d'Emissions, de Fusion	05		
CE	Ecart de Réévaluation	06		
CF	Réserves Indisponibles	07		
CG	Réserves Libres	08		
CH	Report à Nouveau (+ ou -)	09	989 493 165	1 313 317 297
CI	Excédent/Déficit Net de l'Exercice (Excédent + ou Déficit -)	10	-473 053 764	-243 880 060
CK	Autres Capitaux Propres	11	7 334 899 148	5 737 571 292
CL	Subventions d'Investissement	12	912 230 688	698 285 264
CM	Fonds de Reserve Budgetaires	13	6 422 668 460	5 039 286 028
CP	TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	14	7 851 338 549	6 807 008 529
	DETTES FINANCIERES ET RESSOURCES ASSIMILEES (1)	15		
DA	Emprunts	16		
DB	Dettes de Crédit-bail et Contrats Assimilés	17		
DC	Dettes Financières Diverses	18		
DD	Provisions Financières pour Risques et Charges	19	112 798 600	161 926 495
DE	(1) dont H.A.O. :	20		
DF	TOTAL DETTES FINANCIERES (II)	21	112 798 600	161 926 495
DG	TOTAL RESSOURCES STABLES (I+II)	22	7 964 137 149	6 968 935 024
	PASSIF CIRCULANT	23		
DH	Dettes Circulantes H.A.O. et Ressources Assimilées	24	908	
DI	Clients, Avances reçues	25		
DJ	Fournisseurs d'Exploitation	26	213 964 607	171 344 336
DK	Dettes Fiscales	27	7 853 834	6 687 138
DL	Dettes Sociales	28	75 771 233	82 539 118
DM	Autres Dettes	29	1 943 950 556	1 972 144 796
DN	Risques Provisionnés	30		
DP	TOTAL PASSIF CIRCULANT (III)	31	2 241 541 138	2 232 715 388
	TRESORERIE - PASSIF	32		
DQ	Banques, Crédits d'Escompte	33		
DR	Banques, Crédits de Trésorerie	34		
DS	Banques, Découverts	35	353 251	
DT	TOTAL TRESORERIE - PASSIF (IV)	36	353 251	
DU	Ecart de Conversion - Passif (V) (Gain probable de change)	37		
DZ	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	38	10 208 031 538	9 201 650 412

II. Compte de résultat

II.1. Charges

Désignation de l'entreprise OHADA - ETATS - COMBINES

Adresse Avenue Charles de Gaulle

Numéro d'identification _____

Exercice clos le : 31/12/2014

Durée (en mois) 12

COMPTE DE RESULTAT CHARGES				
Réf.	Rubriques	Ligne	Exercice N	Exercice N-1
	ACTIVITE D'EXPLOITATION	01		
RA	Achats de Marchandises	02		
RB	- Variation de Stocks (- ou +)	03		
	<i>(Marge Brute sur Marchandises voir TB)</i>	04		
RC	Achats de Matières Premières et Fournitures Liées	05		
RD	- Variation de Stocks (- ou +)	06		
	<i>(Marge Brute sur Matières voir TG)</i>	07		
RE	Autres Achats	08	130 430 596	119 354 513
RH	- Variation de Stocks (- ou +)	09	2 852 870	235 595
RI	Transports	10	517 671 177	525 945 497
RJ	Services Extérieurs	11	1 943 330 145	1 833 736 129
RK	Impôts et Taxes	12	3 473 962	2 962 428
RL	Autres Charges	13	250 242 749	188 111 805
	<i>(Valeur Ajoutée voir TN)</i>	14		
RP	Charges de Personnel (1)	15	2 141 694 642	2 074 258 099
	(1) Dont Personnel Extérieur 54 824 220	16		
RQ	<i>(Excédent Brut d'Exploitation voir TQ)</i>	17		
RS	Dotations aux Amortissements et aux Provisions	18	211 044 637	208 744 785
RW	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	19	5 200 740 778	4 953 348 851
	<i>(Résultat d'Exploitation voir TX)</i>	20		
	ACTIVITE FINANCIERE	21		
SA	Frais Financiers	22		
SC	Pertes de Changes	23	83 832	
SD	Dotation aux Amortissements et aux Provisions	24		47 400 000
SF	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES	25	83 832	47 400 000
	<i>(Résultat Financier voir UG)</i>	26		
SH	TOTAL DES CHARGES DES ACTIVITES ORDINAIRES	27	5 200 824 610	5 000 748 851
	<i>(Résultat des Activités Ordinaires voir UI)</i>	28		
	HORS ACTIVITES ORDINAIRES (H.A.O.)	29		
SK	Valeurs Comptables de Cessions d'Immobilisations	30		
SL	Charges H.A.O.	31	4 982 161	1 098 466
SM	Dotations H.A.O.	32		
SO	TOTAL DES CHARGES H.A.O.	33	4 982 161	1 098 466
	<i>(Résultat H.A.O. voir UP)</i>	34		
SQ	Participation des Travailleurs	35		
SR	Impôts sur le Résultat	36		
SS	TOTAL PARTICIPATION ET IMPOTS	37		
ST	TOTAL GENERAL DES CHARGES	38	5 205 806 771	5 001 847 317
DU	<i>(Résultat Net voir UZ)</i>	39		

II.2. Produits

Désignation de l'entreprise **OHADA - ETATS - COMBINES**

Adresse **Avenue Charles de Gaulle**

Numéro d'identification _____

Exercice clos le : **31/12/2014**

Durée (en mois) **12**

COMPTE DE RESULTAT - PRODUITS						
Réf.	Rubriques			Ligne	Exercice N	Exercice N-1
	ACTIVITE D'EXPLOITATION			01		
TA	Ventes de Marchandises			02		
TB	MARGE BRUTE SUR MARCHANDISES			03		
TC	Ventes de Produits Fabriqués			04	3 952 001	1 991 000
TD	Travaux, Services vendus			05	265 939 611	32 276 975
TE	Production Stockée (ou Déstockage) (+ ou -)			06		
TF	Production Immobilisée			07		
TG	MARGE BRUTE SUR MATIERES	269 891 612	34 267 975	08		
TH	Produits Accessoires			09	17 868 825	9 508 860
TI	CHIFFRE D'AFFAIRES (1) (TA + TC + TD + TH)	287 760 437	43 776 835	10		
TJ	(1) Dont à l'Exportation	125 000		11		
TK	Subventions d'Exploitation			12	4 167 837 485	4 453 626 606
TL	Autres Produits			13	2 130 000	1 087 000
TN	VALEUR AJOUTEE	1 609 726 423	1 828 144 474	14		
TQ	EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	-531 968 219	-246 113 625	15		
TS	Reprises de Provisions			16		
TT	Transfert de Charges			17	21 129 487	2 216 482
TW	TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION			18	4 478 857 409	4 500 706 923
TX	RESULTAT D'EXPLOITATION Bénéfice (+) ; Perte (-)	-721 883 369	-452 641 928	19		
	ACTIVITE FINANCIERE			20		
UA	Revenus Financiers			21	1 142 289	977 414
UC	Gains de Change			22		1
UD	Reprises de Provisions			23	12 025 000	41 579 077
UE	Transfert de Charges			24		
UF	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS			25	13 167 289	42 556 492
UG	RESULTAT FINANCIER (+ ou -)	13 083 457	-4 843 508	26		
UH	TOTAL DES PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES			27	4 492 024 698	4 543 263 415
UI	RESULTAT des Activités Ordinaires (1) (+ ou -)	-708 799 912	-457 485 436	28		
UJ	(1) Dont Impôts Correspondant			29		
	HORS ACTIVITES ORDINAIRES (H.A.O.)			30		
UK	Produits des Cessions d'Immobilisations			31	1 535 000	1 550 000
UL	Produits H.A.O.			32	11 967 832	10 328 423
UM	Reprises H.A.O.			33	227 225 477	202 825 419
UN	Transfert de Charges			34		
UO	TOTAL DES PRODUITS H.A.O.			35	240 728 309	-214 703 842
UP	(Résultat H.A.O. (+ ou -))	235 746 148	213 805 376	36		
UT	TOTAL GENERAL DES PRODUITS			37	4 732 753 007	4 757 967 257
UZ	RESULTAT NET Bénéfice (+) ; Perte (-)	-473 053 764	-243 880 060	38		

III. Tableau des Flux de Trésorerie (Emplois/Ressources)

Désignation de l'entreprise OHADA - ETATS - COMBINES
 Adresse Avenue Charles de Gaulle
 Numéro d'identification _____ Exercice clos le : 31/12/2014 Durée (en mois) 12

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET EMPLOIS (TAFIRE)

Nota Toutes créances et dettes corrigés des pertes et gains de change latents (Ecart de conversion Actif et Passif) et ramenées à leurs montants "historiques" (valeurs d'entrée). Procédure à appliquer aux postes BH, BI, BJ, DI, DJ, DK, DL, DM, DN, FD, FI, FQ, du tableau ci-après, ainsi qu'au deux premières lignes du tableau de contrôle à la fin du tableau.

1ère PARTIE : DETERMINATION DES SOLDES FINANCIERS DE L'EXERCICE N

CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT GLOBALE (C.A.F.G.)

CAFG = EBE - Charges Décaissables restantes
 + Produits Encaissables restants A l'Exception des Cessions d'Actif Immobilisé

(SA)	Frais Financiers	01			EBE	-531 968 219
(SC)	Pertes de Change	02	83 832	(TT)	Transferts de charges d'Exploitation	21 129 487
(SL)	Charges	03	4 982 161	(UA)	Revenus Financiers	1 142 289
(SQ)	Participation	04		(UE)	Transferts de Charges Financières	
(SR)	Impôts sur le Résultat	05		(UC)	Gains de Change	
				(UL)	Produits H.A.O.	06 11 967 832
				(UN)	Tranferts de Charges H.A.O.	07
	TOTAL (I)	08	5 065 993		TOTAL (II)	-497 728 611

CAFG : Total (II) - Total (I) = **09 -502 794 604** N-1 **-233 689 771**

AUTOFINANCEMENT (A.F.)

AF = CAFG - Distribution des Dividendes dans l'Exercice (1)

AF = **10 -502 794 604** - = **-502 794 604** N-1 **-233 689 771**

VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (B.F.E.)

Var. B.F.E. = Var. Stocks (2) + Var. Créances (2) + Var. Dettes circulantes (2)

Variation des Stocks : N - (N-1)		Emplois Augmentation (+)		Ressources Diminution (-)	
(BC)	Marchandises	11		Ou	
(BD)	Matières Premières	12		Ou	28 141 375
(BE)	En cours	13		Ou	
(BF)	Produits Fabriqués	14		Ou	
(A)	Variation Globale/Nette des Stocks	15		Ou	28 141 375

(1) Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice, y compris les acomptes sur dividendes
 (2) A l'exception des éléments H.A.O.

Désignation de l'entreprise **OHADA - ETATS - COMBINES**

Adresse **Avenue Charles de Gaulle**

Numéro d'identification

Exercice clos le : **31/12/2014** Durée (en mois) **12**

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET EMPLOIS (TAFIRE) Suite

Variation des Créances : N - (N-1)		Emplois Augmentation (+)		Ressources Diminution (-)	
(BH) Fournisseurs, Avances versées	16	50 510 526	Ou		
(B) Clients	17		Ou		
(BJ) Autres Créances	18	1 908 590 529	Ou		
(B) Variation Globale Nette des Créances	19	1 959 101 055	Ou		

Variation des Dettes circulantes : N - (N-1)		Emplois Diminution (-)		Ressources Augmentation (+)	
(DI) Clients, Avances reçues	20		Ou		
(DJ) Fournisseurs d'Exploitation	21		Ou		42 620 271
(DK) Dettes Fiscales	22		Ou		1 166 696
(DL) Dettes Sociales	23	6 767 885	Ou		
(DM) Autres Dettes	24	28 194 240	Ou		
(DN) Risques Provisionnés	25		Ou		
[C] Variation Globale Nette des Dettes Circulantes	26		Ou		8 824 842

VARIATION DU B.F.E. = (A) + (B) + [C]	27	1 922 134 838	Ou		
--	-----------	----------------------	-----------	--	--

EXCEDENT DE TRESORERIE D'EXPLOITATION (E.T.E.)

ETE = EBE - Variation BFE - Production Immobilisée

		N	N - 1
Excédent Brut d'Exploitation	28	-531 968 219	-246 113 625
- Variation du B.F.E. (- si emplois ; + si Ressources) (- ou +)	29	-1 922 134 838	641 063 588
- Production Immobilisée	30		
EXCEDENT DE TRESORERIE D'EXPLOITATION	31	-2 454 103 057	394 949 963

Désignation de l'entreprise **OHADA - ETATS - COMBINES**

Adresse **Avenue Charles de Gaulle**

Numéro d'identification _____ Exercice clos le : **31/12/2014** Durée (en mois) **12**

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET EMPLOIS (TAFIRE) Suite

2 è PARTIE : TABLEAU

Réf.	Rubriques	Ligne	Exercice N		Exercice N-1
			Emplois	Ressources	(E - ; R +)
	I. INVESTISSEMENTS ET DESINVESTISSEMENTS	01			
FA	Charges Immobilisées (augmentation dans l'exercice)	02			
	Croissance Interne	03			
FB	Acquisition / Cessions d'Immobilisations Incorporelles	04	192 446 707		-12 377 183
FC	Acquisition / Cessions d'Immobilisations Corporelles	05	183 942 715	12 401 378	-149 434 512
	Croissance Externe	06			
FD	Acquisition / Cessions d'Immobilisations Financières	07	48 595 250	91 581 701	25 364 405
FF	INVESTISSEMENT TOTAL	08	291 001 593		136 447 290
FG	II. VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (cf. Supra Ver. OFE)	09	1 922 134 838		1 584 321 225
FH	A. EMPLOIS ECONOMIQUES A FINANCER (FF + FG)	10	2 213 136 431		1 447 873 935
FI	III. EMPLOI / RESSOURCES (B.F. HAO)	11		908	-13 788 096
FJ	IV. EMPLOIS FINANCIERS CONTRAINTS (1)	12			
	Remboursements (selon échéancier) des emprunts et dettes financières	13			
FK	B. EMPLOIS TOTAUX A FINANCER	14	2 213 135 623		1 434 085 839
	V. FINANCEMENT INTERNE	15			
FL	Dividendes (emplois) / C.A.F.G. (Ressources)	16		-522 794 604	-233 689 771
	VI. FINANCEMENT PAR LES CAPITAUX PROPRES	17			
FM	Augmentation de Capital par Apports Nouveaux	18		1 303 438 360	552 618 214
FN	Subventions d'investissement	19		779 852 507	240 479 883
FP	Prélèvements sur le Capital (y compris retraits de l'exploitant)	20	404 845 666		-111 109 124
	VII. FINANCEMENT PAR DE NOUVEAUX EMPRUNTS	21			
FQ	Emprunts (2)	22			
FR	Autres Dettes Financières (2)	23			
FS	C. RESSOURCE NETTES DE FINANCEMENT	24		1 175 650 597	448 299 202
FT	D. EXCEDENT OU INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE FINANCEMENT (C - B)	25	1 037 484 926		1 882 385 041
	VIII. VARIATION DE LA TRESORERIE	26			
	Trésorerie Nette	27			
FU	A la clôture de l'Exercice + ou -	28	4 189 988 750		
FV	A l'ouverture de l'Exercice + ou -	29	5 227 473 676		
FW	VARIATION DE TRESORERIE (+ si Emplois ; - si Ressources)	30	-1 037 484 926	1 037 484 926	-1 882 385 041
	Contrôle : D = VIII avec signe opposé	31			

(1) à l'exclusion des remboursements anticipés portés en VII

(2) remboursements anticipés inscrits séparément en emplois

CONTRÔLE (à partir des masses des bilans Net N-1)		32	Emplois		Ressources
Variation du Fonds de Roulement (FdR)	: FdR (N) - FdR (N-1)	33		Ou	884 649 004
Variation du B.F. Global (B.F.G)	: BFG (N) - BFG (N-1)	34	1 922 133 930	Ou	1 037 484 926
Variation de la Trésorerie (T)	: T (N) - T (N-1)	35		Ou	
TOTAL		36	1 922 133 930	=	1 922 133 930

IV. Notes relatives aux états financiers combinés

IV.1. Informations générales

IV.1.1. Brève description de l'Organisation

L'OHADA a pour mission d'assurer entre autre l'harmonisation du droit des affaires dans les Etats Parties par l'élaboration et l'adoption de règles communes simples, modernes et adaptées à la situation de leurs économies par la mise en œuvre de procédures judiciaires appropriées, et par l'encouragement au recours à l'arbitrage pour le règlement des différends contractuels. La réalisation de cet objectif se fait à travers les Institutions de l'OHADA présentées ci-dessus.

Le Secrétariat Permanent est l'organe exécutif de l'OHADA. En vue de délivrer la décharge au Secrétaire Permanent, le Conseil des Ministres examine les états financiers de l'Organisation, accompagnés du rapport annuel, et le cas échéant, des réserves du Commissaire Aux Comptes, ainsi que d'éventuelles réponses des Institutions contrôlées. La décharge porte sur la totalité des recettes et des dépenses de l'Organisation. Elle fait l'objet d'une Décision du Conseil des Ministres.

IV.1.2. Base de préparation de l'information financière (référentiel comptable)

L'article 70 du Règlement financier de l'OHADA précise : « Les comptables tiennent une comptabilité inspirée du cadre et des principes comptables du droit comptable et du Système Comptable de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires. Cette comptabilité en partie double est tenue conformément aux règles arrêtées par le présent Règlement financier.

Il s'agit d'une comptabilité d'exercice entraînant la comptabilisation d'opérations et d'autres événements au moment où ils se produisent (et non pas lors de l'entrée ou de la sortie de flux de trésorerie ou d'équivalents de trésorerie). En conséquence, les opérations et les événements sont enregistrés dans les livres comptables et comptabilisés dans les états financiers des exercices auxquels ils se rapportent.

Les éléments comptabilisés selon cette comptabilité d'exercice sont les actifs, les passifs, les produits et les charges permettant de produire un état de la situation financière (le bilan) et un état de la situation de la performance financière (le compte de résultat), accompagnés de notes contenant un résumé des principales méthodes comptables et les autres notes explicatives (...). »

IV.2. Les principes et méthodes comptables de l'Organisation

IV.2.1. Méthodes de combinaison

Les états financiers combinés élaborés en application du Règlement financier et du Manuel des Procédures Administratives, Financières et Comptable de l'OHADA, de par sa spécificité liée à son statut juridique, ne pourraient faire l'objet d'une application rigoureuse des règles de consolidation ou de combinaison telles qu'édictées par le Système Comptable OHADA. En conséquence, les notes accompagnant généralement les états financiers consolidés ou combinés décrites dans les articles 103 à 110 du droit comptable OHADA, ne pourront être mentionnées puisqu'il n'existe pas de participation entre les Institutions. En effet, la combinaison dont il est question ici a pour principal objectif de présenter la situation financière unique de l'ensemble des Institutions de l'OHADA afin de répondre aux besoins d'informations des instances dirigeantes de l'Organisation.

IV.2.2. Recours à des estimations comptables

La préparation des états financiers annuels, conformément au cadre conceptuel qui lui est applicable, amène la Direction Financière et Comptable à faire des estimations et des hypothèses qui affectent les montants des actifs, des passifs, des informations sur les éléments hors bilan d'actifs et passifs à la date d'arrêté des comptes ainsi que les produits et les charges de résultat de la période. La Direction Financière et Comptable est amenée à réviser ces estimations en cas de changement dans les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées ou par suite de nouvelles informations. En conséquence, les estimations futures pourraient évoluer par rapport à celles retenues au 31 décembre 2014. La Direction Financière et Comptable évalue ces estimations sur la base des informations qu'elle dispose et peut éventuellement recourir à l'avis des experts.

Les éléments pouvant faire l'objet de telles estimations et hypothèses comprennent entre autres les dotations aux amortissements, les provisions pour dépréciation, les provisions pour litiges et autres risques.

IV.2.3. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont constituées principalement des logiciels acquis et actuellement en service au sein de l'organisation. Lors de leur entrée, ces immobilisations ont été évaluées à leur coût de revient. Elles sont amorties sur une durée comprise entre trois et quatre années.

IV.2.4. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont enregistrées à leur coût historique. Elles sont amorties selon la méthode linéaire basée sur une durée de vie estimée et dans les limites admises par le code général des impôts des pays hôtes des Institutions de l'OHADA.

Les durées de vie probable et les taux d'amortissement généralement retenus pour le calcul des dotations aux amortissements sont les suivants :

Bâtiments administratifs	20 ans	5,0%
Installations et Agencements	4 ans	25,0%
Matériels de transport	4 ans	25,0%
Matériels de reprographie	3 ans	33,3%
Matériels informatiques	4 ans	25,0%
Mobiliers de bureau	10 ans	10,0%

La plus ou moins-value sur cession des actifs immobilisés est reflétée dans les comptes de produits et charges hors d'exploitation.

IV.2.5. Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont constituées essentiellement des prêts à long terme accordés au personnel de l'Organisation et des dépôts et cautionnements versés dans le cadre des abonnements auprès des entreprises de fourniture d'électricité et d'eau. La procédure d'octroi des prêts au personnel est décrite dans le statut du personnel en vigueur au sein de l'Organisation.

IV.2.6. Stocks

Les stocks comprennent essentiellement les stocks d'ouvrages des bibliothèques et les matières et fournitures consommables. Ces stocks sont valorisés au coût d'achat. L'organisation procède à un inventaire des stocks au moins une fois par année.

IV.2.7. Créances et emplois assimilés

Cette rubrique est constituée principalement des créances sur les Etats membres de l'OHADA qui correspondent aux contributions encore attendues (contributions en cours et arriérés de contributions sur les années antérieures) et des avances versées à certains fournisseurs.

IV.2.8. Trésorerie

Cette rubrique comprend les fonds en caisse, les dépôts à vue à la banque centrale (BEAC) et dans les comptes des banques commerciales. Le solde de la Banque Centrale est constitué par les contributions des Etats membres non reçues à bonne date (réserves budgétaires) et les contributions des Etats membres correspondantes à la période budgétaire encours, en attente de transfert dans les comptes bancaires ouverts dans les Institutions.

Les réserves budgétaires peuvent être utilisées, sur autorisation du Conseil des Ministres ou de son Président, pour financer des dépenses prévues au budget en cours d'exécution en cas d'insuffisance de trésorerie.

IV.2.9. Subventions d'investissement

L'Organisation reçoit des subventions d'investissements dans le cadre de ses activités pour le financement de ses immobilisations. Chaque année et sur la durée probable de vie du bien amortissable acquis par subvention, une quote-part des subventions est rapportée au résultat au rythme de l'amortissement des immobilisations correspondantes.

IV.2.10. Fonds de réserve

Le fonds de réserve constitué des réserves budgétaires, correspond au montant des contributions non versées par les Etats membres de l'OHADA au cours d'une période budgétaire.

La contrepartie à l'Actif du fonds de réserve se trouve dans les comptes de créances pour la partie non versée par les Etats membres (voir note 2.7) et dans les comptes de la Banque Centrale pour la partie reçue après la période budgétaire concernée (voir note 2.8).

IV.2.11. Provisions financières pour risques et charges

Cette rubrique est constituée essentiellement par les provisions pour les indemnités de fin de contrat du personnel à régime international et des provisions pour litiges sociaux. Le statut du personnel en vigueur au sein de l'Organisation fixe le mode d'évaluation des indemnités de fin de contrat.

IV.2.12. Fournisseurs et autres créditeurs

Les dettes fournisseurs et autres créditeurs sont évalués à leur valeur nominale lors de la comptabilisation initiale.

Les autres créditeurs comprennent les montants des subventions reçues des Partenaires Techniques et Financiers (PTFs) non encore virées dans le compte de résultat, les provisions financières reçues des parties relatives aux différends soumis à l'arbitrage et les créditeurs divers.

IV.2.13. Produits d'exploitation

- Traitement comptable des subventions d'exploitation

Les activités de l'OHADA sont financées par deux types de contributions. D'une part, les contributions des Etats membres qui sont déterminées en fonction de la clé de répartition fixée par décision du Conseil des Ministres de l'OHADA et sont essentiellement affectées à la couverture des dépenses liées au fonctionnement, et d'autre part, les concours financiers des Partenaires Techniques et Financiers qui servent à financer les programmes d'activités des Institutions.

Toutefois, les ressources budgétaires enregistrées en comptabilité dans les comptes de subventions d'exploitation sont celles effectivement encaissées, du fait que conformément aux Décisions du Conseil des Ministres, les contributions des Etats Parties non versées aux Institutions durant un exercice budgétaire sont à nouveau soumises à l'approbation du Conseil des Ministres pour une éventuelle affectation budgétaire.

Ce traitement comptable vient en dérogation aux règles du système OHADA citées à la note 1.2.

- **Travaux et Services vendus**

Cette rubrique est constituée d'un chiffre d'affaires qui est propre aux activités des Institutions, notamment les produits sur les frais administratifs liés à l'activité de l'Arbitrage et les autres produits accessoires.

IV.2.14. Charges d'exploitation

Cette rubrique est constituée des dépenses de fonctionnement de l'Organisation telles qu'adoptées dans le budget de la période encours. Il s'agit principalement des autres achats, les frais de transport, les charges de services extérieurs, les frais de personnel et les autres charges diverses.

IV.2.15. Résultat Hors Activités Ordinaires (H.A.O)

Le résultat H.A.O est constitué principalement des reprises sur les subventions d'investissement (voir note 2.9).

IV.2.16. Engagements au titre de la pension retraite

Le statut du personnel fixe les indemnités de cotisation au titre de la pension retraite. Selon ce statut, « L'Organisation doit contribuer à la retraite du personnel du régime international pour une fraction égale à 15% du salaire de base du fonctionnaire. Elle peut instituer d'autres systèmes de retraite si elle le juge nécessaire.

Le personnel du régime local sera couvert selon la réglementation en vigueur, auprès de l'organisme de sécurité sociale du pays siège de l'institution qui l'emploi. (...) ».

IV.2.17. Situation fiscale

L'article 51 du TRAITE OHADA de PORT-LOUIS, révisé au QUEBEC le 17 octobre 2008 stipule « L'OHADA, ses avoirs, ses biens et ses revenus ainsi que les opérations autorisées par le présent Traité sont exonérés de tous impôts, taxes et droits de douane. L'OHADA est également exempté de toute obligation relative au recouvrement ou au paiement d'impôts, de taxes ou de droits de douane. ».

IV.2.18. Cautionnement, Avals et Garanties reçus

Néant.

IV.2.19. Cautionnement, Avals et Garanties donnés

Néant.

IV.2.20. Changement de présentation ou de Méthode d'évaluation

Néant.

IV.3. Les informations complémentaires sur le Bilan et au Compte de résultat

IV.3.1. Immobilisations incorporelles et corporelles

Valeurs brutes en FCFA	Confère note	Exercice 2013	Variation			Exercice 2014
			Augmentation	Diminution	Virement de poste à poste	
Brevets, Licences, Logiciels	(a)	108 534 526	88 632 491			197 167 017
Immobilisations Incorporelles_SPO		108 534 526	88 632 491			197 167 017
Brevets, Licences, Logiciels	(b)	133 188 314	98 968 516			232 156 830
Immobilisations Incorporelles_CCJA		133 188 314	98 968 516			232 156 830
Brevets, Licences, Logiciels		12 883 323				12 883 323
Autres Immobilisations Incorporelles		55 038 350	4 845 700			59 884 050
Immobilisations Incorporelles_ERSUMA		67 921 673	4 845 700			72 767 373
Immobilisations Incorporelles Combinées		309 644 513	192 446 707			502 091 220
Bâtiments		2 089 600				2 089 600
Installations et Agencements	(c)	70 768 071	48 761 230			119 529 301
Matériels		298 372 545	5 818 296			304 190 841
Matériels de Transport		91 868 971				91 868 971
Immobilisations Corporelles_SPO		463 099 187	54 579 526			517 678 713
Bâtiments		11 803 076				11 803 076
Matériels	(d)	250 686 684	67 046 856			317 733 540
Matériels de Transport		88 410 000				88 410 000
Immobilisations Corporelles_CCJA		350 899 760	67 046 856			417 946 616
Bâtiments	(e)	25 509 927	15 500 000			41 302 183
Installations et Agencements		134 130 922	7 150 000			140 988 666
Matériels	(f)	416 250 719	28 155 513	30 890 558		413 515 674
Matériels de Transport		110 085 225				110 085 225
Immobilisations Corporelles_ERSUMA		685 976 793	50 805 513	30 890 558		705 891 748
Immobilisations Corporelles Combinées		1 499 975 740	172 431 895	30 890 558		1 641 517 077

Amortissements en FCFA	Exercice 2013	Variation			Exercice 2014
		Augmentation	Diminution	Virement de poste à poste	
Brevets, Licences, Logiciels	52 430 650	6 231 459			58 662 109
Immobilisations Incorporelles_SPO	52 430 650	6 231 459			58 662 109
Brevets, Licences, Logiciels	70 216 442				70 216 442
Immobilisations Incorporelles_CCJA	70 216 442				70 216 442
Brevets, Licences, Logiciels	10 714 195	1 951 080			12 665 275
Autres Immobilisations Incorporelles	3 784 469	4 056 235			7 840 704
Immobilisations Incorporelles_ERSUMA	14 498 664	6 007 315			20 505 979
Immobilisations Incorporelles Combinées	137 145 756	12 238 774			149 384 530
Bâtiments	2 089 600				2 089 600
Installations et Agencements	33 065 783	9 131 372			42 197 155
Matériels	177 184 099	45 312 204			222 496 303
Matériels de Transport	66 122 774	7 955 786			74 078 560
Immobilisations Corporelles_SPO	278 462 256	62 399 362			340 861 618
Bâtiments					
Installations et Agencements	11 295 447	114 798			11 410 245
Matériels	172 737 285	41 399 543			214 136 828
Matériels de Transport	37 226 538	20 807 000			58 033 538
Immobilisations Corporelles_CCJA	221 259 270	62 321 341			283 580 611
Bâtiments	5 872 264	1 876 136			7 748 400
Installations et Agencements	82 688 974	14 313 618			97 002 592
Matériels	244 790 858	51 171 846	30 596 165		265 366 539
Matériels de Transport	100 598 559	6 723 560			107 322 119
Immobilisations Corporelles_ERSUMA	433 950 655	74 085 160	30 596 165		477 439 650
Immobilisations Corporelles Combinées	933 672 181	198 805 863	30 596 165		1 101 881 879

- (a) la variation des immobilisations incorporelles au Secrétariat Permanent (SPO) à hauteur de FCFA 87 millions est due à l'acquisition du logiciel Tom2pro pour FCFA 10 millions, la conception du logiciel RCCM National pour FCFA 60 millions et la conception encours du logiciel intégré pour FCFA 19 millions ;
- (b) La hausse des immobilisations incorporelles à la CCJA à hauteur de FCFA 99 millions est à mettre en relation avec l'acquisition du logiciel RCCM ;
- (c) L'augmentation de la rubrique Installations et agencements au Secrétariat Permanent à hauteur de FCFA 60 millions est imputable à la livraison des travaux de rénovation du siège pour FCFA 29 millions, de la résidence du Secrétaire Permanent pour FCFA 29 millions et la mise en place d'un système de coulissage du portail d'entrée pour FCFA 2 millions.
- (d) La hausse de la rubrique Matériels à la CCJA à hauteur de FCFA 67 millions, est imputable à l'acquisition du matériel informatique pour FCFA 36 millions, du matériel et mobilier de bureau pour FCFA 31 millions ;

(e) La rubrique Bâtiments augmente à hauteur de FCFA 15 millions à l'ERSUMA, expliquée essentiellement par les travaux de construction d'un restaurant moderne.

IV.3.2. Immobilisations financières

Valeurs brutes en FCFA	Confère note	Exercice 2013	Augmentation	Diminution	Exercice 2014
Prêts mobiliers et installations au Personnel	(a)	122 132 754	48 595 250	91 581 701	79 146 303
Dépôts et cautionnements		411 117			411 117
Total		122 543 871	48 595 250	91 581 701	79 557 420

(a) La procédure d'octroi des prêts au personnel est décrite dans le statut du personnel en vigueur au sein de l'Organisation. On observe une forte baisse des mises en place des prêts (FCFA 49 millions en 2014 contre FCFA 73 millions).

IV.3.3. Créances et emplois assimilés

Valeurs en FCFA	Confère note	Exercice 2014	Exercice 2013	Variations
Fournisseurs, Avances versées	(a)	53 880 601	3 370 075	50 510 526
Autres créances	(b)	4 966 106 987	3 057 516 458	1 908 590 529
Total		5 019 987 588	3 060 886 533	1 959 101 055

(a) La rubrique Fournisseurs-avances versées d'un montant de FCFA 54 millions, est constituée par des avances versées à des fournisseurs dans le cadre du financement PACI, notamment au fournisseur UNOPS pour FCFA 29 millions, Intelligence Group pour FCFA 14 millions, et CEB La meublerie pour FCFA 11 millions ;

(b) Les autres créances sont constituées de la manière suivante :

<u>FCFA</u>	<u>31/12/2014</u>	<u>31/12/2013</u>
Créances sur les États membres(*)	4 898 892 454	2 876 117 636
Personnel, avances accordées	4 555 607	798 142
Débiteurs divers	62 658 926	180 600 680
Total brut	4 966 106 987	3 057 516 458

(*) Les créances sur les États membres ont évolué de la manière suivante au 31 décembre 2014 :

Créances sur les ETATS	Exercice 2013	Augmentation	Diminution	Exercice 2014
ETAT, CONTRIBUTION BENIN		65 878 229		65 878 229
ETAT, CONTRIBUTION BURKINA FASO		63 883 222		63 883 222
ETAT, CONTRIBUTION CENTRAFRIQUE	374 313 877	96 307 461	1 995 005	468 626 333
ETAT, CONTRIBUTION COMORES	199 217 236	47 156 228		246 373 464
ETAT, CONTRIBUTION CONGO		313 053 326		313 053 326
Etat, Contribution COTE D'IVOIRE	55 536 452	112 934 105	55 536 452	112 934 105
ETAT, CONTRIBUTION GABON	363 182 875	404 196 241		767 379 116
ETAT, CONTRIBUTION GUINEE	1 446 847 686	404 196 241		1 851 043 927
ETAT, CONTRIBUTION GUINEE BISAU	198 727 955	26 351 289		225 079 244
ETAT, CONTRIBUTION MALI		65 878 229		65 878 229
ETAT, CONTRIBUTION NIGER	238 291 555	65 878 229		304 169 784
ETAT, CONTRIBUTION SENEGAL		112 934 105		112 934 105
ETAT, CONTRIBUTION TCHAD		235 781 141		235 781 141
ETAT, CONTRIBUTION TOGO		65 878 229		65 878 229
TOTAL	2 876 117 636	2 080 306 275	57 531 457	4 898 892 454

IV.3.4. Trésorerie- Actif

La trésorerie Active de l'Organisation se présente comme suit :

Valeurs en FCFA	Confère note	Exercice 2014	Exercice 2013	Variations
Trésorerie - Actif SPO	(a)	2 543 519 738	3 142 117 538	-598 597 800
Trésorerie - Actif CCJA	(b)	1 045 963 438	1 664 404 778	-618 441 340
Trésorerie - Actif ERSUMA	(c)	600 858 825	420 951 360	179 907 465
Total Trésorerie OHADA		4 190 342 001	5 227 473 676	-1 037 131 675

(a) Trésorerie – Actif du Secrétariat Permanent

Valeurs en FCFA	Confère note	Exercice 2014	Exercice 2013	Variations
BEAC-CONTRIBUTIONS DES ETATS		1 660 944 045	2 244 685 197	-583 741 152
BEAC-OHADA POINTE NOIRE		16 230 722	16 230 722	0
BEAC-OHADA BENGUI		4 245 954	4 245 954	0
Total BEAC	(*)	1 681 420 721	2 265 161 873	-583 741 152
SCBC-OHADA-BAD		110 553 110	153 845 591	-43 292 481
COMPTE DESIGNÉ OHADA - PACI		492 708 552	482 537 610	10 170 942
SCBC-OHADA/ICF		99 255 343	150 781 953	-51 526 610
SCBC-FRANCOPHONIE		26 882 561	33 375 384	-6 492 823
Comptes à vue PTFs SPO		729 399 566	820 540 538	-91 140 972
SCBC - SPO		124 998 469	26 478 026	98 520 443
ECOBANK -SPO		3 837 000	29 361 408	-25 524 408
Total Comptes à vue propres SPO		128 835 469	55 839 434	72 996 035
CAISSES SPO		675 417	225 693	449 724
REGIES D'AVANCES SPO		3 188 565	350 000	2 838 565
Total Trésorerie SPO		2 543 519 738	3 142 117 538	-598 597 800

(*)Les contributions des États sont reçues sur le compte BEAC-Contributions des États. Toutefois, ce compte est également constitué des contributions reçues après la période budgétaire de référence (voir note 2.8). Il convient de signaler l'existence d'un surpayé reçu de la Côte d'Ivoire à hauteur de **FCFA 150 millions** (voir note 3.9 Autres dettes) ;

(b) Trésorerie – Actif de CCJA

Valeurs en FCFA	Confère note	Exercice 2014	Exercice 2013	Variations
BICICI		104 354 368	687 341 567	-582 987 199
Total Comptes à vue propres CCJA		104 354 368	687 341 567	-582 987 199
BIAO - CI	(**)	915 870 580	971 918 389	-56 047 809
Banque RCCM		1 959 867	2 322 867	-363 000
Banque PAI		2 176 123	2 407 133	-231 010
Banque Fonds Promo Arbitrage		20 375 503		20 375 503
Comptes à vue Greffe CCJA		940 382 073	976 648 389	-36 266 316
CAISSES CCJA		396 165	270 180	125 985
REGIES D'AVANCES CCJA		830 832	144 642	686 190
Total Trésorerie CCJA		1 045 963 438	1 664 404 778	-618 441 340

(**)Le solde de ce compte est constitué par les diverses provisions versées par les parties aux différends dont la CCJA suit la procédure arbitrale et les produits dégagés sur les activités arbitrales au cours de l'exercice à hauteur de **FCFA 266 millions**.

(c) Trésorerie – Actif de l'ERSUMA

Valeurs en FCFA	Confère note	Exercice 2014	Exercice 2013	Variations
BOA - ERSUMA OHADA		100 930 177	45 105 279	55 824 898
BOA - Activités de Formation		902 073	24 483 253	-23 581 180
BOA - Ressources propres OHADA		126 934	2 668 889	-2 541 955
BOA - Recettes HAO		4 237 350	5 702 865	-1 465 515
ECOBANK-ERSUMA		347 292	474 572	-127 280
Total Comptes à vue propres ERSUMA		106 543 826	78 434 858	28 108 968
BOA - Union Européenne		1 479 908	1 479 908	0
Banque projet UE-CEMAC		441 913 303	340 787 725	101 125 578
Banque formation ICF Lomé		50 791 115		50 791 115
Comptes à vue des PTFs ERSUMA		494 184 326	342 267 633	151 916 693
CAISSES ERSUMA		130 673	248 869	125 985
Total Trésorerie ERSUMA		600 858 825	420 951 360	179 907 465

IV.3.5. Fonds de réserve

Le fonds de réserve, constitué des réserves budgétaires correspond au montant des contributions non versées par les Etats membres de l'OHADA au cours d'une période budgétaire. Cette rubrique s'analyse de la manière suivante au 31 décembre 2014 :

Libellés	Exercice 2013	Augmentation	Diminution	Exercice 2014
Créances sur les Etats membres	2 876 117 636	2 080 306 273	57 531 457	4 898 892 452
Compte BEAC (réserves budgétaires)	2 166 497 163	57 531 457	696 923 841	1 527 104 779
Ecart sur le fonds de capitalisation OHADA/PNUD	-3 328 771			-3 328 771
Fonds de réserves	5 039 286 028	2 137 837 730	754 455 298	6 422 668 460

IV.3.6. Provisions financières pour risques et charges

Les principales provisions pour risques et charges sont les provisions pour les indemnités de fin de contrat (personnel à régime international pour lequel les contrats sont à durée déterminée) et les provisions pour litiges sociaux. Le solde cette rubrique est constituée de la manière suivante au 31 décembre 2014 :

Valeurs en FCFA	Confère note	Exercice 2014	Augmentation	Diminution	Exercice 2014
Provisions pour litiges personnel	(a)	59 425 000		59 425 000	
Provision pour Indemnités de fin de contrat	(b)	94 057 769	28 297 105	18 000 000	104 354 874
Autres provisions pour risques et charges	(c)	8 443 726			8 443 726
Total		161 926 495	28 297 105	77 425 000	112 798 600

- (a) Paiement des dommages et intérêts aux anciens juges de la CCJA qui étaient en contentieux auprès de la CCJA pour la réclamation de leurs droits ;
- (b) Provision à hauteur de FCFA 104 millions des indemnités de fin de contrat du personnel à régime international ;

- (c) Provision à hauteur de FCFA 8 millions relative à un contentieux social avec un ancien employé du Secrétariat Permanent.

IV.3.7. Fournisseurs d'exploitation

Cette rubrique se décompose de la manière suivante :

Valeurs en FCFA	Exercice 2014	Exercice 2013	Variations
Fournisseurs	122 196 420	89 754 952	32 441 468
Fournisseurs, factures non Parvenues	91 768 187	81 589 384	10 178 803
TOTAL DES DETTES FOURNISSEURS	213 964 607	171 344 336	42 620 271

IV.3.8. Dettes fiscales et sociales

Les dettes sociales évaluées à FCFA 76 millions au 31 décembre 2014, sont constituées à hauteur de FCFA 25 millions de la provision pour les congés à payer, à hauteur de FCFA 35 millions des versements à effectuer aux organismes locaux de la sécurité sociale et à hauteur de FCFA 16 millions des autres charges à payer au personnel.

Les dettes fiscales sont de FCFA 8 millions et correspondent aux retenues d'impôts sur les salaires versés aux personnel à régime local.

IV.3.9. Autres dettes

Les autres dettes s'analysent comme suit au 31 décembre 2014 :

Valeurs en FCFA	Confère note	Exercice 2014	Exercice 2013	Variations
Subventions des PTFs non utilisées	(a)	1 303 250 030	1 120 230 639	183 019 391
Provisions des parties aux différends au tribunal arbitral et greffe	(b)	402 570 021	709 060 546	-306 490 525
Autres créiteurs divers	(c)	238 130 505	142 853 611	95 276 894
Total		1 943 950 556	1 972 144 796	-28 194 240

(a) la quote-part des subventions obtenues des Partenaires Techniques et Financiers non utilisée (activités non réalisées au 31 décembre 2014),

Valeurs en FCFA	Exercice 2014	Exercice 2013	Variation
TRUST AFRICA		3 457	- 3 457
COPIREP IDA		10 276 797	- 10 276 797
Subvention UE (Union Européenne)	1 234 170	1 234 170	-
UE Dons d'ouvrages	160 928	3 362 490	- 3 201 562
UE (Union Européenne) CEMAC	441 913 282	340 787 725	101 125 557
Coopération française (Dons d'ouvrages)	19 289 087	34 444 868	- 15 155 781
Produits subvention COOP FRANCAISE	29 903 191	43 955 870	- 14 052 679
Divers bailleurs, activité de formation		3 824 487	- 3 824 487
Banque Africaine de Dév. FAD/BAD - fin	104 728 347	148 027 091	- 43 298 744
Investment Climate Facility - ICF- Fin	152 027 991	107 684 143	44 343 848
PROJET FAD/BAD	445 500	445 500	-
Projet FAD/BAD/RCCM	885 500	885 500	-
Banque Mondiale - BM - Financement	552 662 034	425 298 541	127 363 493
Total Subventions PTFs	1 303 250 030	1 120 230 639	183 019 391

(b) les provisions financières obtenues des parties aux différends gérés par le tribunal arbitral à la CCJA

Valeurs en FCFA	Exercice 2014	Exercice 2013	Variation
Provisions honoraires arbitres	180 976 832	231 856 189	- 50 879 357
Redevance de greffe		958 419	- 958 419
Prov des parties sur redevance du greff	26 638 116	23 296 545	3 341 571
Prov des parties sur frais d'arbitrage	7 534 006	139 872 346	-132 338 340
Provision pour affaire consultative	280 000	280 000	-
Frais de fonctionnement du tribunal arb	31 574 881	28 995 401	2 579 480
Frais de l'arbitre solde de départ	111 528 018	107 926 360	3 601 658
Frais administratif	44 038 168	155 297 925	-111 259 757
Compte d'attente fonds promo arbitrage		20 577 361	- 20 577 361
Provisions des parties	402 570 021	709 060 546	-306 490 525

(c) les autres créiteurs divers

Valeurs en FCFA	Exercice 2014	Exercice 2013	Variation
Créiteur Div. SPO -RCCM		62 971 872	- 62 971 872
Débiteurs divers ERSUMA	378 106	378 106	-
Etat, Contribution BURKINA FASO		1 995 005	- 1 995 005
Etat, Contribution CONGO		73 715 947	- 73 715 947
ETAT, CONTRIBUTION COTE D'IVOIRE	150 069 990		150 069 990
Opération à régularisée	190 000	190 000	-
Créiteurs divers ERSUMA		581 900	- 581 900
Divers créiteurs du Personnel	3 893 883	3 020 781	873 102
Compte d'attente fonds réquisitionnés	83 582 474		83 582 474
Compte d'attente suspens rapprochement	16 052		16 052
Divers créiteurs	238 130 505	142 853 611	95 276 894

IV.3.10. Produits d'exploitation

Les produits d'exploitation de l'Organisation s'analysent de la manière suivante au 31 décembre 2014 :

Valeurs en FCFA	Confère note	Exercice 2014	Exercice 2013	Variations
Vente de produits fabriqués		3 952 001	1 991 000	1 961 001
Travaux, services vendus	(a)	265 939 611	32 276 975	233 662 636
Produits accessoires		17 868 825	9 508 860	8 359 965
Subventions d'Exploitation	(b)	4 167 837 485	4 453 626 606	-285 789 121
Autres produits		2 130 000	1 087 000	1 043 000
Transferts de charges		21 129 487	2 216 482	18 913 005
Total Produits d'exploitation		4 478 857 409	4 500 706 923	-21 849 514

(a) Travaux, Services vendus

Les travaux et services vendus sont constitués par les éléments suivants au 31 décembre 2014 :

Valeurs en FCFA	Exercice 2014	Exercice 2013	Variations
Frais Administratif	215 375 161	31 936 975	183 438 186
Redevance de Greffe	1 865 000	840 000	1 025 000
Frais administratif fonds promo arbitra	48 699 450		48 699 450
Total Travaux, Services vendus	265 939 611	32 776 975	233 162 636

(b) Subventions d'Exploitation

Les subventions d'Exploitation s'analysent de la manière suivante au 31 décembre 2014 :

Valeurs en FCFA	Exercice 2014	Exercice 2013	Variations
Contributions Versées par l'Etat - CCJA	1 107 879 877	1 693 116 345	-585 236 468
Contributions Versées par l'Etat - ERSUMA	881 623 179	1 131 188 371	-249 565 192
Contributions Versées par l'Etat - SPO	1 170 671 012	938 952 756	231 718 256
SUBVENTION VERSE COOP FRANCAISE	0	36 802 926	-36 802 926
SUBVENTION VERSEE FRANCOFONIE	492 823	26 627 267	-26 134 444
SUBVENTION D'EXPL. ICF	145 664 767	224 157 413	-78 492 646
SUBVENTION D'EXPLOITATION BAD	43 298 744	211 538	43 087 206
SUBVENTION B.M. IDA PACI	146 916 550	152 295 489	-5 378 939
Versées par les organismes internation	378 516 283	250 274 501	128 241 782
Subvention d'exploit Banque Mondiale	92 292 659		92 292 659
Subvention d'exploitation BM fin direct	200 481 591		200 481 591
Total Subventions d'exploitation	4 167 837 485	4 453 626 606	-285 789 121

IV.3.11. Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation de l'Organisation sont constituées par les éléments suivants au 31 décembre 2014 :

Valeurs en FCFA	Confère note	Exercice 2014	Exercice 2013	Variations
Autres charges		133 283 466	119 590 108	13 693 358
Transports	(a)	517 671 177	525 945 497	-8 274 320
Services Extérieurs	(b)	1 943 330 145	1 833 736 129	109 594 016
Impôts et taxes		3 473 962	2 962 428	511 534
Autres charges	(c)	250 242 749	188 111 805	62 130 944
Charges de Personnel		2 141 694 642	2 074 258 099	67 436 543
Dotations aux amortissements et provisions		211 044 637	208 744 785	2 299 852
Total Charges d'exploitation		5 200 740 778	4 953 348 851	247 391 927

(a) les frais de transport sont de FCFA 518 millions au 31 décembre 2014 contre FCFA 526 millions au 31 décembre 2013. Cette rubrique s'analyse de la manière suivante au 31 décembre 2014 :

Valeurs en FCFA	Exercice 2014	Exercice 2013	Variations
MOBILISATION, DMOBILISATION	155 000	9 356 600	-9 201 600
Frais d'affranchissement courrier	5 082 709	7 707 110	-2 624 401
VOYAGES ET DPLACEMENT MISSION	207 810 159	224 926 293	-17 116 134
Transport des séminaristes	181 898 943	194 283 958	-12 385 015
Transport divers	68 748 458	60 561 536	8 186 922
Voyages et déplacement congés	53 975 908	29 110 000	24 865 908
Total Frais de transport	517 671 177	525 945 497	-8 274 320

(b) les services extérieurs ont connu une hausse de FCFA 110 millions. Ils s'analysent comme suit au 31 décembre 2014 :

Valeurs en FCFA	Exercice 2014	Exercice 2013	Variations
Frais de gardiennage	28 702 666	25 169 643	3 533 023
Locations et charges locatives	88 697 454	82 050 721	6 646 733
Frais d'entretien	86 647 253	73 990 336	12 656 917
Assurances	58 553 826	33 802 678	24 751 148
Documentations et catalogues	90 752 593	135 157 271	-44 404 678
Frais de colloque	412 743 047	131 926 902	280 816 145
Publicités et relations publiques	17 273 882	23 016 469	-5 742 587
Frais de téléphone et télécopie	52 289 822	64 809 905	-12 520 083
Internet	30 321 432	26 874 453	3 446 979
Timbres et affranchissement	2 789 042	2 288 253	500 789
Frais bancaires	26 668 093	30 736 145	-4 068 052
Honoraires	313 581 671	261 924 832	51 656 839
Formation du personnel	27 550 224	66 410 031	-38 859 807
Frais de recrutement	4 048 269	3 568 396	479 873
Déménagements	6 948 800	1 000 000	5 948 800
Receptions et missions	692 936 910	871 010 094	-178 073 184
Rémunérations des transitaires	1 605 161		1 605 161
Location main d'œuvre	1 220 000		
Total Frais de transport	1 943 330 145	1 833 736 129	108 374 016

(c) les autres charges concernent essentiellement les jetons de présence alloués aux Ministres et aux Experts à hauteur de FCFA 98 millions et diverses charges liées à l'organisation des réunions institutionnelles à hauteur de FCFA 153 millions.

RAPPORT SUR L'EXECUTION BUDGETAIRE 2014

I. RAPPEL DU BUDGET 2014

Le budget de l'exercice 2014 de l'OHADA, tel qu'adopté son Conseil des Ministres en janvier 2014 à Ouagadougou, avait été arrêté en Ressources et Emplois à la somme de FCFA 6 876 968 372, et se reparti comme suit :

A. Ressources

	<u>6 876 968 372</u>
Contribution attendues des Etats parties	4 715 622 813
Appuis des Partenaires Techniques et Financiers	1 871 928 379
Reliquat budgétaire de l'exercice 2013	278 028 238
Ressources propres	11 388 942

B. Emplois

	<u>6 876 968 372</u>
Secrétariat Permanent de l'OHADA	2 641 329 834
Cour Commune de Justice et d'Arbitrage	2 199 737 250
Ecole Supérieure de Magistrature et d'Arbitrage	2 035 901 288

II. FAITS SIGNIFICATIFS DE LA PERIODE

- L'ouverture des postes d'encadrement supérieur pour les Institutions de l'OHADA ;
- La création d'un Sous-Comité des Experts chargé de la relecture du projet de statut du personnel de l'OHADA ;
- La présentation, le 16 juin 2014 à Abidjan, du Centre d'Arbitrage de la Cour Commune de Justice et d'Arbitrage (CCJA) et l'installation officielle de son premier Secrétaire Général ;
- La notification reçue de la part de la Commission de l'UEMOA qui porte à la connaissance du Secrétaire Permanent, la décision de la Commission d'apporter pour le compte des États membres de l'Union, une contribution financière d'un montant de FCFA 1 500 000 000 au budget 2014. Pour mémoire, la contribution des États membres de l'UEMOA au budget 2014 de l'OHADA était de FCFA 2 081 610 642.

III. ETAT SUR L'EXECUTION BUDGETAIRE 2014

L'indisponibilité des ressources budgétaires à bonne date a entraîné un faible taux de réalisation des activités de l'Organisation. Par conséquent, une correcte exécution des activités programmées pour le compte de l'exercice 2014 n'a pas pu être effectuée.

SYNTHESE EXECUTION BUDGETAIRE CONSOLIDEE 2014

Rubriques	Budget approuvé exercice 2014	Réalizations au 31 Déc. 2014		Ecart
		En valeur	En%	
- Recettes propres	11 388 942	38 881 794	341,40%	-27 492 852
- Excédent Budgétaire	278 028 238	803 857 889	289,13%	-525 829 651
- Contributions reçus des Etats-parties	4 715 622 813	3 332 240 381	70,66%	1 383 382 432
- Subventions PTFs	1 871 928 379	1 334 022 951	71,26%	537 905 428
TOTAL RESSOURCES	6 876 968 372	5 509 003 015	80,11%	1 367 965 357
- Investissements sur fonds propres	233 652 500	122 578 042	52,46%	111 074 458
- Investissements sur fonds PTFs	330 000 000	258 310 444	78,28%	71 689 556
- Fonctionnement sur fonds propres	4 771 387 494	3 957 769 367	82,95%	813 618 127
- Fonctionnement sur fonds PTFs	1 541 928 379	996 080 811	64,60%	545 847 568
TOTAL EMPLOIS	6 876 968 373	5 334 738 664	77,57%	1 542 229 709

Excédent 174 264 351

La synthèse de l'État sur l'exécution budgétaire se décline de la manière suivante :

III.1. RESSOURCES

Au 31 décembre 2014, les ressources de l'OHADA ressortent à hauteur FCFA 5 509 003 015, soit 80% de l'ensemble des ressources attendues.

Ces ressources se détaillent comme suit :

Tableau .1 : Ressources de l'OHADA au 31 décembre 2014

EXECUTION BUDGETAIRE CONSOLIDÉE DES INSTITUTIONS DE L'OHADA

TABLEAU DES RESSOURCES - EXERCICE 2014

Rubriques	Prévisions	Réalizations au 31 Déc. 2014		Ecart
		En valeur	En%	
SPO	2 641 329 834	1 765 889 356	66,86%	-875 440 478
- Recettes propres	1 700 000	1 087 000	63,94%	-613 000
- Excédent Budgétaire	71 049 670	121 885 623	171,55%	50 835 953
- Contributions reçus des Etats-parties	1 619 640 164	1 234 321 358	76,21%	-385 318 806
- Subventions PTFs	948 940 000	408 595 375	43,06%	-540 344 625
CCJA	2 199 737 250	2 308 566 530	104,95%	108 829 280
- Recettes propres	3 713 600	0	0,00%	-3 713 600
- Excédent Budgétaire	98 036 914	0	0,00%	-98 036 914
- Excédent Budgétaire années antérieures non déclarés		681 972 266	0,00%	681 972 266
- Contributions reçus des Etats-parties	1 797 986 736	1 150 779 167	64,00%	-647 207 569
- Subventions PTFs	300 000 000	475 815 097	158,61%	175 815 097
ERSUMA	2 035 901 288	1 434 547 129	70,46%	-601 354 159
- Recettes propres	5 975 342	37 794 794	632,51%	31 819 452
- Excédent Budgétaire	108 941 654	0	0,00%	-108 941 654
- Contributions reçus des Etats-parties	1 297 995 913	947 139 856	72,97%	-350 856 057
- Subventions PTFs	622 988 379	449 612 479	72,17%	-173 375 900
TOTAL	6 876 968 372	5 509 003 015	80,11%	-1 367 965 357

Les États membres ont contribué à hauteur de FCFA 2 635 000 000 soit 56% des contributions attendues des Etats au titre du budget 2014. Il convient de noter que, pour pallier les difficultés de réception des contributions des Etats à bonne date, les Institutions de l'OHADA ont bénéficié de douzièmes provisoires à hauteur de FCFA 397 240 381 et d'une autorisation spéciale à hauteur de FCFA 300 000 000 prélevés sur le compte BEAC (réserves statutaires) et imputables au titre du Budget 2014.

III.2. EMPLOIS

Les dépenses totales de l'OHADA au 31 décembre 2014 s'élèvent à FCFA 5 334 738 664, soit en investissements FCFA 380 888 486 et FCFA 4 953 850 178 en fonctionnement. Elles représentent environ 77,57% du budget approuvé de l'exercice.

Ce niveau d'engagement du budget, et donc de mise en œuvre des activités programmées, dans la limite du budget approuvé, est tributaire du niveau de mobilisation des ressources durant l'exercice budgétaire.

Le détail de ces réalisations se décline de la manière suivante :

EXECUTION BUDGETAIRE CONSOLIDEE DES INSTITUTIONS DE L'OHADA
TABLEAU DES EMPLOIS - EXERCICE 2014

Activités	Budget approuvé	Exécution au 31.12.2014		Ecart au 31 Déc. 2014	
		En valeur	en %	En valeur	en %
DEPENSES D'INVESTISSEMENTS	233 652 500	122 578 042	52,46%	111 074 458	47,54
Immobilisations	233 652 500	122 578 042	52,46%	111 074 458	47,54
- Acquisition des immobilisations incorporelles	3 202 500	977 500	30,52%	2 225 000	69,48
- Aménagements et installations techniques	137 198 411	54 145 000	39,46%	83 053 411	60,54
- Acquisition de matériel et mobilier	93 251 589	67 455 542	72,34%	25 796 047	27,66
- Acquisition de matériel de transport	0	0		0	
- Transfert en capital	0	0		0	
Etudes et Actions Communautaires	0	0		0	
- Etudes et actions communautaires	0	0		0	
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	4 771 387 494	3 957 769 367	82,95%	813 618 127	17,05
Dépenses Relatives aux Sessions des Institutions	889 173 310	570 192 139	64,13%	318 981 171	35,87
- Dépenses du Conseil des Ministres	162 000 000	104 032 092	64,22%	57 967 908	35,78
- Autres réunions statutaires (CNO)	190 000 000	138 444 139	72,87%	51 555 861	27,13
- Commission de Normalisation Comptable (CNC)	70 000 000	0	0,00%	70 000 000	100,00
- Dépenses relatives aux sessions des Institutions	467 173 310	327 715 908	70,15%	139 457 402	
Dépenses de personnel	2 256 148 727	2 092 506 043	92,75%	163 642 684	7,25
- Rémunérations	990 774 163	920 899 014	92,95%	69 875 149	7,05
- Indemnités	849 570 520	796 479 045	93,75%	53 091 475	6,25
- Allocations	161 334 085	140 880 493	87,32%	20 453 592	12,68
- Cotisations et assurances	254 469 959	234 247 491	92,05%	20 222 468	7,95
Dépenses de transport et de déplacement	459 322 220	436 142 415	94,95%	23 179 805	5,05
- Dépenses de transport et de déplacement	459 322 220	436 142 415	94,95%	23 179 805	5,05
Achat de fournitures stockables et non stockables	172 233 195	132 809 271	77,11%	39 423 924	22,89
- Fournitures	167 224 153	129 035 401	77,16%	38 188 752	22,84
- Fournitures personnel	5 009 042	3 773 870	75,34%	1 235 172	24,66
Dépenses relatives aux services extérieurs	990 566 679	722 867 366	72,98%	267 699 313	27,02
- Entretien, réparations et maintenances	101 285 994	80 377 253	79,36%	20 908 741	20,64
- Primes d'assurance	34 208 500	30 303 912	88,59%	3 904 588	11,41
- Documentations	27 740 000	12 663 897	45,65%	15 076 103	54,35
- Publicité, Publications et relations publiques	313 224 341	167 215 795	53,39%	146 008 546	46,61
- Frais de télécommunications	92 566 021	80 130 120	86,57%	12 435 901	13,43
- Location et charges locatives	19 600 000	16 932 580	86,39%	2 667 420	13,61
- Frais bancaires	23 000 000	20 386 509	88,64%	2 613 491	11,36
- Autres charges externes	378 941 823	314 857 300	83,09%	64 084 523	16,91
Frais financiers, charges assimilées et autres dettes	0	0		0	
- Frais financiers	0	0		0	
Dépenses relatives aux impôts, droits et taxes	3 943 363	3 252 133	82,47%	691 230	17,53
- Impôts directs	3 943 363	3 252 133	82,47%	691 230	17,53
TOTAL OHADA	5 005 039 994	4 080 347 409	81,52%	924 692 585	18,48
Dépenses d'Investissements PTFs	330 000 000	258 310 444	78,28%	71 689 556	
Dépenses de Fonctionnement PTFs	1 541 928 379	996 080 811	64,60%	545 847 568	
TOTAL FINANCEMENTS PTFs	1 871 928 379	1 254 391 255	67,01%	617 537 124	32,99
TOTAL GENERAL	6 876 968 373	5 334 738 664	77,57%	1 542 229 709	22,43

a. LES INVESTISSEMENTS

Les dépenses d'investissement engagées sont de FCFA 380 888 486 dont (FCFA 258 310 444 sur fonds PTF) au titre de l'exercice 2014 soit une consommation de 67,58% du budget alloué qui est de FCFA 563 652 500.

L'analyse par ligne budgétaire, se présente comme suit :

- E10. Acquisitions des immobilisations incorporelles

Les acquisitions d'immobilisations incorporelles se sont élevées à FCFA 977 500 au 31 décembre 2014, sur les FCFA 3 202 500 de crédit budgétaire alloué à cette rubrique ; soit 30,52% des crédits alloués ;

- E11. Aménagements et installations techniques

Les engagements d'aménagements et installations techniques sont de FCFA 54 145 000 au 31 décembre 2014 contre FCFA 137 198 411 de crédit budgétaire alloué ; ce qui représente 39,46% de consommation du crédit alloué à cette rubrique.

- E12. Acquisitions du matériel et mobilier

Les acquisitions de matériels et mobiliers ont été effectuées à hauteur de FCFA 67 455 542 au 31 décembre 2014 contre FCFA 93 251 589 de crédit budgétaire alloué ; ce qui représente 72,34% de consommation du crédit alloué à cette rubrique.

- E13. Acquisition de matériel de transport

Aucun crédit n'a été alloué pour l'acquisition de matériels de transport au titre du budget 2014.

b. LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Les dépenses de fonctionnement engagées sont de FCFA 4 953 850 178, dont FCFA 996 080 811 sur fonds PTFs, au titre de l'exercice 2014 soit une consommation de 78,47% du budget alloué qui est de FCFA 6 313 315 873.

L'analyse par ligne budgétaire, se présente comme suit :

- F1. Dépenses relatives aux sessions des Institutions

Les dépenses relatives aux sessions des Institutions s'élèvent à FCFA 570 192 139 au 31 décembre 2014 contre FCFA 889 173 310 de crédit alloué, soit une réalisation de 64,13%.

- **F2. Dépenses de personnel**

Cette ligne enregistre les charges liées au personnel de l'OHADA. Elle a été exécutée à hauteur de F CFA 2 092 506 043 pour une prévision de F CFA 2 256 148 727 ; soit un taux de réalisation de 92,75%.

- **F3. Dépenses de transports et de déplacements**

Les dépenses de transports et déplacements ont été exécutées pour FCFA 436 142 415 au 31 décembre 2014, contre FCFA 459 322 220 de crédit budgétaire alloué. Cette ligne prend en compte, les déplacements (y compris les frais d'hébergement et de subsistance) liés aux missions, mais aussi les billets d'avion relatifs à la mobilisation et la démobilisation du personnel et aux départs en congés.

- **F4. Achats des fournitures stockables et non stockables**

Les achats de fournitures ont été engagés à hauteur de FCFA 132 809 271, contre un crédit budgétaire approuvé de FCFA 172 233 195. Cette ligne a été exécutée, en valeur relative, à 77,11% au 31 décembre 2014.

- **F5. Dépenses relatives aux Services Extérieurs**

Cette rubrique enregistre les diverses dépenses liées aux prestations fournies par les tiers à l'OHADA.

Les dépenses relatives aux services extérieurs représentent FCFA 722 867 366, contre un crédit budgétaire alloué de FCFA 990 566 679, soit une réalisation de 72,98% au 31 décembre 2014.

- **F6. Impôts directs**

Cette ligne représente les impôts sur salaire du personnel du Secrétariat Permanent de l'OHADA. Elle enregistre une consommation de crédit de FCFA 3 252 133 ; soit 82,47% par rapport au budget alloué à cette rubrique qui est de FCFA 3 943 363.

IV. COMPTE-RENDU ANALYTIQUE DE L'EXÉCUTION BUDGÉTAIRE AU 31 DÉCEMBRE 2014

L'exécution budgétaire de l'exercice 2014 a été caractérisée par des contraintes financières. De ce fait, plusieurs activités n'ont pas pu être mises en œuvre par les Institutions de l'OHADA.

Les chiffres par Institutions sont présentés en fonction des activités de l'Organisation.

Les principales activités des Institutions ont été regroupées en deux catégories : les activités opérationnelles et les activités de soutien.

A- SECRETARIAT PERMANENT (SPO)

Les principales activités opérationnelles du Secrétariat Permanent (SPO) sont résumées dans les catégories d'activités suivantes : les activités normatives, les activités de Gouvernance et les activités de promotion, de coopération et représentation.

Les activités de soutien correspondent aux catégories suivantes : les activités de coordination institutionnelle, de renforcement des capacités et de contrôle et les activités d'administration.

Montants en FCFA

Emplois	Activités Normatives	Activités de Gouvernance	Activités de Promotion, de Coopération et de Représentation	Activités de Coordination, de Renforcement des capacités et de Contrôle	Activités d'Administration et de fonctionnement	Coût	% Impact sur Total Emplois
Investissements				72 222 491	34 873 296	107 095 787	7%
Frais de transports	6 774 100	15 104 737	59 677 327	63 532 000	11 663 322	156 751 486	10%
Hebergements/frais de subsistance	15 494 562	38 786 375	79 613 634	119 583 828	2 079 810	255 558 209	16%
Honoraires			50 758 079	70 870 920	800 000	122 428 999	8%
Jetons de présence Ministres/Experts		29 800 000		25 000 000		54 800 000	3%
Publication/Communication/Documentation	20 000	1 043 323	22 430 199	1 215 000	44 348 306	69 056 828	4%
Autres dépenses d'organisation	4 682 587	44 137 891	44 237 086	25 075 792		118 133 356	7%
Frais administratifs		760 300		153 680 160	553 359 880	707 800 340	44%
Total - Emplois	26 971 249	129 632 626	256 716 325	531 180 191	647 124 614	1 591 625 005	100%

- Les activités normatives correspondent aux consultations, expertises et études sur les Actes Uniformes. Elles représentent **FCFA 27 millions**, soit 2% des activités du SPO. La principale activité normative a été la réunion des CNO sur les nouvelles matières.
- Les activités de Gouvernance correspondent aux activités de la Conférence des Chefs d'États, du Conseil des ministres et aux missions institutionnelles de la Présidence du Conseil des Ministres. Les activités de Gouvernance représentent **FCFA 129 millions**, soit 8% des activités du SPO au cours de la période sous revue. Elles correspondent essentiellement aux frais d'organisation des Conseils des Ministres à hauteur de **FCFA 108 millions** (83%) et aux missions du Président du Conseil des Ministres à hauteur de **FCFA 21 millions**.

- Les activités de Promotion, de Coopération et de Représentation représentent 16% des activités du SPO au cours de l'année 2014, soit un montant de **FCFA 257 millions**. Les activités de promotion et de sensibilisation sur les Actes Uniformes ont impacté à hauteur de **FCFA 160 millions** sous un financement conjoint de l'OHADA et de l'ICF, à hauteur de **FCFA 47 millions** sous financement de la BAD. Les activités de représentation ressortent à hauteur de **FCFA 50 millions**.
- Les activités de coordination, de renforcement des capacités et de contrôle représentent **FCFA 531 millions**, soit 33% du total des activités menées par le SPO au cours de l'exercice 2014. Les principales activités imputables sont : les réunions des experts relatives au statut du personnel pour **FCFA 213 millions**, l'organisation de la réunion des ministres des finances à Malabo pour **FCFA 51 millions**, les honoraires du Commissaire aux Comptes pour **FCFA 31 millions**, le renforcement des capacités par le PACI (Banque Mondiale) pour **FCFA 225 millions** et divers déplacements dans le cadre des formations et réunions de concertation pour **FCFA 11 millions**
- Les activités de support Administratif représentent **FCFA 647 millions**, soit 41% des emplois du SPO. Elles correspondent essentiellement aux salaires et autres dépenses de fonctionnement (fournitures de bureau, les charges d'entretiens, les frais de gardiennage, les primes d'assurance, les frais de publication et de documentation, les frais de transport pour congés du personnel international).

Ressources	Activités Normatives	Activités de Gouvernance	Activités de Promotion, de Coopération et de Représentation	Activités de Coordination de Renforcement des capacités et de Contrôle	Activités d'Administration et de fonctionnement	Coûts
Ressources OHADA		129 632 626	166 453 732	384 263 641	574 902 123	1 255 252 122
Ressources PTFs	26 971 249		90 262 594	146 916 550	72 222 491	336 372 884
Total - Ressources	26 971 249	129 632 626	256 716 325	531 180 191	647 124 614	1 591 625 005
% Contributions - OHADA	0%	100%	65%	72%	89%	79%
% Contributions - PTFs	100%	0%	35%	28%	11%	21%

On note que les activités du SPO mises en œuvre au cours de la période, ont été financées à hauteur de 21% par les Partenaires Techniques et Financiers.

B- COUR COMMUNE DE JUSTICE ET D'ARBITRAGE (CCJA)

Les principales activités opérationnelles de la CCJA sont essentiellement les activités juridictionnelles, d'arbitrage, de sensibilisation et de promotions s'opérant au siège à Abidjan et au cours des audiences foraines.

Les activités de soutien correspondent aux catégories regroupent les activités de liaison, de renforcement des capacités et de contrôle ainsi que les activités de support administratif.

Montant FCFA

Emplois	Activités Juridictionnelles, d'Arbitrage, de sensibilisation et de Promotions de la CCJA	Activités de Liaison, de Renforcement des capacités et de Contrôle	Activités d'Administration et de fonctionnement	Coûts	% Impact sur le Total Emplois
Investissements	161 940 388	24 147 565	42 899 291	228 987 244	10%
Frais de transports	175 185 358	12 766 100	45 623 008	233 574 466	10%
Hebergements/frais de subsistance	284 506 650	12 373 423		296 880 073	13%
Honoraires		300 000		300 000	0%
Publication/Communication/ Documentation		16 498 380		16 498 380	1%
Autres dépenses d'organisation	63 407 925			63 407 925	3%
Frais administratifs	801 277 252		667 641 190	1 468 918 442	64%
Total - Emplois	1 486 317 573	66 085 468	756 163 489	2 308 566 530	100%

- Les activités juridictionnelles, d'arbitrage, de sensibilisation et de promotion de la CCJA représentent un montant de **FCFA 1 486 millions**, soit 64% des réalisations au 31 décembre 2014. Les dépenses y relatives sont essentiellement les charges salariales et autres avantages accordés au personnel (y compris les juges) directement affecté à ces activités pour **FCFA 801 millions**. Par ailleurs, les activités juridictionnelles, d'arbitrage, de sensibilisation et de promotion de la CCJA sont essentiellement constituées des audiences foraines réalisées dans certains pays membres de l'OHADA. Elles ont entraîné des charges organisationnelles (transports, hébergement, frais de subsistance, communication...) pour un montant total de **FCFA 523 millions** dont 53% financées par le PACI (Banque Mondiale). Un financement des logiciels RCCM à hauteur de **FCFA 162 millions** a été effectué au cours de la période sous revue.
- Les activités de support administratif et de fonctionnement représentent **FCFA 756 millions**, soit 33% des emplois de la CCJA. Elles sont constituées, pour l'essentiel, des salaires du personnel ne pouvant être affecté avec assurance aux activités juridictionnelles, d'arbitrage, de sensibilisation et de promotion de la CCJA et les dépenses de fonctionnement courant (fournitures de bureau, les charges d'entretiens, les frais de gardiennage, les primes d'assurance, les frais de publication et de documentation, les frais de télécommunication).

Ressources	Activités Juridictionnelles, d'Arbitrage, de sensibilisation et de Promotions de la CCJA	Activités de Liaison, de Renforcement des capacités et de Contrôle	Activités d'Administration et de fonctionnement	Coûts
Ressources OHADA	1 034 650 041	41 937 903	756 163 489	1 832 751 433
Ressources PTFs	451 667 532	24 147 565		475 815 097
Total - Ressources	1 486 317 573	66 085 468	756 163 489	2 308 566 530
% de prise en charge - OHADA	70%	63%	100%	79%
% de prise en charge - PTFs	30%	37%	0%	21%

On note que les activités de la CCJA mises en œuvre au cours de la période, ont été financées à hauteur de 21% par les Partenaires Techniques et Financiers.

C- ECOLE RÉGIONALE SUPÉRIEURE DE LA MAGISTRATURE (ERSUMA)

Les principales activités opérationnelles de l'ERSUMA sont essentiellement les activités de formation s'opérant au siège à Porto-Novo ou de manière délocalisée et la recherche et publication.

Les activités de soutien correspondent aux catégories constituées des activités de gouvernance, de liaison, de renforcement des capacités et de contrôle ainsi que les activités de support administratif.

Montant en FCFA

Emplois	Séminaires de formation et ateliers	Activités de recherche et de publication	Activités de Gouvernance	Activités de Liaison, de Renforcement des capacités et de Contrôle	Activités d'Administration et de fonctionnement	Coût	% Impact sur le Total Emplois
Investissements					44 805 455	44 805 455	3%
Frais de transports	215 715 417		19 943 600	30 527 691	7 359 300	273 546 008	19%
Hebergements/frais de subsistance	220 834 879		8 870 800	47 575 762		277 281 441	19%
Honoraires	15 525 000	2 700 000		23 843 908	1 800 000	43 868 908	3%
Jetons de présence Ministres/Experts			15 400 000			15 400 000	1%
Publication/Communication/Documentation	25 788 882	44 251 185	5 045 000		22 973 486	98 058 553	7%
Autres dépenses d'organisation	138 124 201	6 470 713	14 689 140			159 284 054	11%
Frais administratifs	18 500 000	85 945 436			417 857 274	522 302 710	36%
Total - Emplois	634 488 379	139 367 334	63 948 540	101 947 361	494 795 515	1 434 547 129	100%

- Les activités de formations et ateliers de l'ERSUMA représentent un montant de **FCFA 634 millions**, soit 44% des activités au cours de la période. Les dépenses y relatives sont essentiellement les frais de transport des participants, les charges d'hébergement et de subsistance, les honoraires versés aux formateurs, les dépenses de communication et les autres dépenses de logistique liées à l'organisation. Cette activité a été prise en charge par les Partenaires Techniques et Financiers à hauteur de **FCFA 350 millions** soit 55%. Le détail des formations est donné dans le rapport d'activités de l'ERSUMA.
- Les activités de Gouvernance qui correspondent à la tenue des Conseils d'Établissement et d'Administration ont contribué à hauteur de **FCFA 64 millions**.

- **Les activités de recherche et de publication** représentent 10% des emplois. Les dépenses engagées au titre de cette activité sont imputables à hauteur de **FCFA 71 millions** pour les bourses de recherche et prix de meilleures thèses, à hauteur de **FCFA 40 millions** pour l'acquisition des livres et à hauteur de **FCFA 34 millions** pour la publication des revues de l'ERSUMA.
- **Les activités de liaison, de renforcement des capacités et de contrôle** ont impacté à hauteur de FCFA 102 millions les activités de l'ERSUMA. Ces dépenses sont principalement imputables à la participation du personnel de l'ERSUMA aux réunions institutionnelles pour FCFA 68 millions, aux activités de formation pour FCFA 20 millions et aux honoraires relatifs à la révision des comptes pour FCFA 13 millions.
- **Les activités de support Administratif** représentent un montant de **FCFA 495 millions**, soit 34% des emplois. Elles correspondent aux salaires et diverses dépenses de fonctionnement de l'ERSUMA (fournitures de bureau, les charges d'entretiens, les frais de gardiennage, les primes d'assurance, les frais de publication et de documentation, les frais de télécommunication).

Ressources	Séminaires de formation et ateliers	Activités de recherche et de publication	Activités de Gouvernance	Activités de Liaison, de Renforcement des capacités et de Contrôle	Activités d'Administration et de fonctionnement	Coûts
Ressources OHADA	284 557 638	125 220 905	63 948 540	96 043 748	494 795 515	1 064 566 346
Ressources PTFs	349 930 741	14 146 429		5 903 613		369 980 783
Total - Ressources	634 488 379	139 367 334	63 948 540	101 947 361	494 795 515	1 434 547 129
<i>% de prise en charge - OHADA</i>	45%	90%	100%	94%	100%	74%
<i>% de prise en charge - PTFs</i>	55%	10%	0%	6%	0%	26%

On note que les activités de l'ERSUMA mises en œuvre au cours de la période, ont été financées à hauteur de 26% par les Partenaires Techniques et Financiers.

V. SUIVI DE L'EVOLUTION DES EMPLOIS ENTRE 2012 ET 2014

A. Contexte

La réunion du Conseil des Ministres de l'OHADA, tenue à Niamey (Niger), en décembre 2007, a décidé de procéder, à partir d'un audit institutionnel à la réforme de l'Organisation. Le rapport de cet audit avait recommandé, entre autres, la révision du Règlement Financier et du Manuel de Procédures Administratives, Financières et Comptables de l'Organisation. Ce Manuel révisé est entré en vigueur le 1er janvier 2012.

En vue de sa mise en œuvre progressive, un plan d'action prioritaire a été élaboré, duquel découlent les actions suivantes :

- le recrutement du personnel ;
- l'acquisition et l'installation d'un logiciel de gestion administrative, financière et comptable en phase avec le système d'information mis en place.

En outre, par Décision du Conseil des Ministres N°005/CM/OHADA du 22 mai 2009, l'Organisation avait adopté un plan d'orientation stratégique quinquennal dont les priorités étaient :

- l'organisation et la mobilisation effectives des Commissions Nationales OHADA afin de leur faire jouer efficacement leur rôle de cheville ouvrière dans la promotion du droit des affaires harmonisé, dans chaque territoire national ;
- la promotion de l'effectivité et de l'efficacité dans toutes les composantes des Etats membres ;
- l'évaluation et le perfectionnement du droit harmonisé ;
- la généralisation de la gestion informatisée des fichiers du Registre de Commerce et du Crédit Mobilier (RCCM) dans tous les Etats membres, ainsi que du fichier régional ;
- l'intensification et l'adaptation des actions de formation, de recherche et de documentation en faveur de la consolidation du droit harmonisé, sous l'égide de l'ERSUMA et en coopération avec les établissements nationaux de formation universitaire ou professionnelle ;
- le développement de la recherche et des études sur la vie de l'OHADA et sur le droit des affaires harmonisé, comparé notamment aux systèmes de Common Law ;
- le développement de la communication et de l'information au sein et autour de l'OHADA, notamment à travers la mise en réseau des acteurs ;
- l'élaboration, l'adoption ou l'abandon des projets d'Actes Uniformes programmés et, en cas d'adoption, la promotion des nouvelles dispositions par la formation et la documentation ; c'est, notamment, dans ce cadre que, par Décision N°011/2011/CM/OHADA du 17 juin 2011, modifiée par Décision N°02/2013/CM/OHADA du 14 juin 2013, le Conseil des Ministres a

autorisé une étude de faisabilité et d'opportunité d'extension du domaine du droit des affaires à de nouvelles matières.

Il convient également de relever que le Conseil des Ministres a, au cours de sa session de juin 2012 à Cotonou (République du Bénin), autorisé la révision du statut du personnel de l'OHADA, ainsi que le recrutement de juristes interprètes-traducteurs, qui seront basés à l'ERSUMA.

Ainsi, à la suite des résolutions prises par le Conseil des Ministres en 2012, nous présentons, ci-dessous, la situation évolutive de l'exécution du budget de l'OHADA sur la période 2012 à 2014.

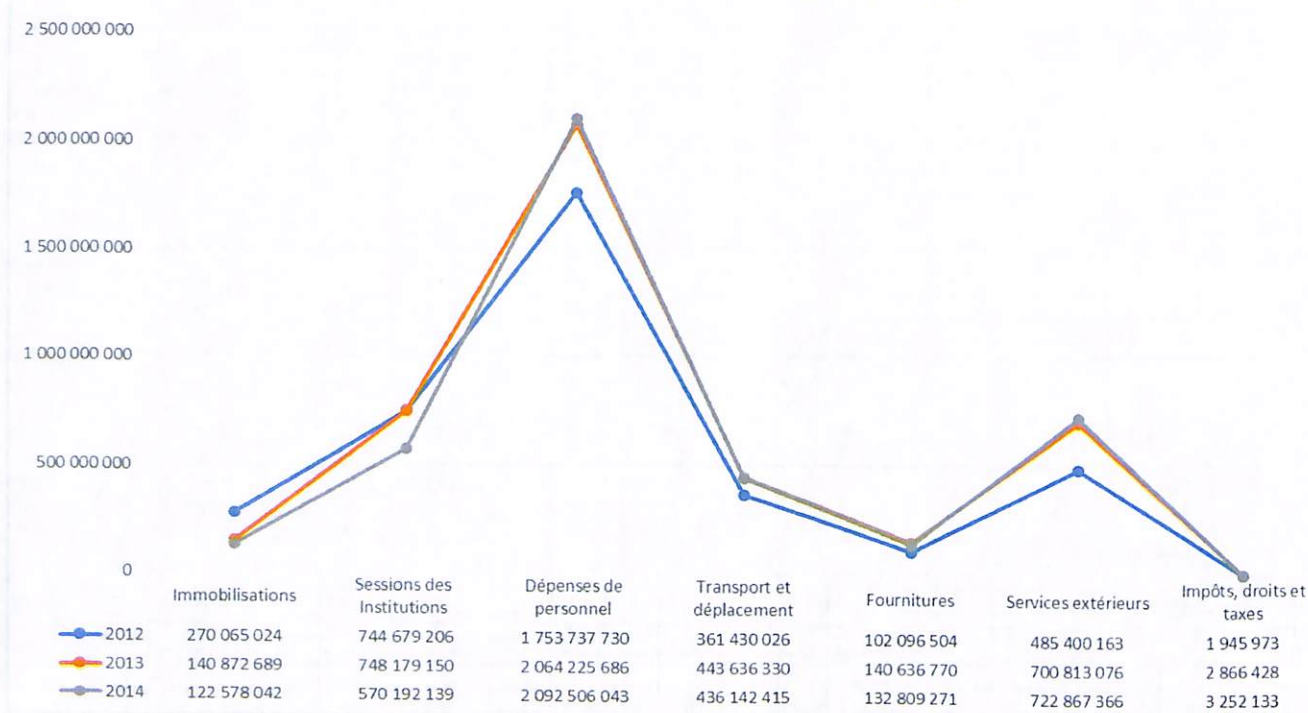
B. ANALYSE DYNAMIQUE DU BUDGET DE L'OHADA

EXECUTION BUDGETAIRE CONSOLIDEE DES INSTITUTIONS DE L'OHADA							
TABLEAU DES EMPLOIS - EXERCICES 2012 A 2014							
Activités	Budget approuvé exercice 2014	Réalisation					
		Exercice 31.12.2014	en %	Ecart au 31 Déc. 2014	en %	Exercice 31.12.2013	Exercice 31.12.2012
DEPENSES D'INVESTISSEMENTS	233 652 500	122 578 042	52,46%	111 074 458	47,54	140 872 689	270 065 024
Immobilisations	233 652 500	122 578 042	52,46%	111 074 458	47,54	140 872 689	270 065 024
- Acquisition des immobilisations incorporelles	3 202 500	977 500	30,52%	2 225 000	69,48	19 483 241	103 593 476
- Aménagements et installations techniques	137 198 411	54 145 000	39,46%	83 053 411	60,54	30 739 722	28 158 095
- Acquisition de matériel et mobilier	93 251 589	67 455 542	72,34%	25 796 047	27,66	64 649 726	112 403 453
- Acquisition de matériel de transport	0	0		0		26 000 000	25 910 000
- Transfert en capital	0	0		0			
Etudes et Actions Communautaires	0	0		0		0	0
- Etudes et actions communautaires	0	0		0		0	0
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	4 771 387 494	3 957 769 367	82,95%	813 618 127	17,05	4 100 357 440	3 449 289 602
Dépenses Relatives aux Sessions des Institutions	889 173 310	570 192 139	64,13%	318 981 171	35,87	748 179 150	744 679 206
- Dépenses du Conseil des Ministres	162 000 000	104 032 092	64,22%	57 967 908	35,78	198 225 348	112 641 638
- Autres réunions statutaires (CNO)	190 000 000	138 444 139	72,87%	51 555 861	27,13	85 890 671	38 828 486
- Commission de Normalisation Comptable (CNC)	70 000 000	0	0,00%	70 000 000	100,00	0	23 061 590
- Dépenses relatives aux sessions des Institutions	467 173 310	327 715 908	70,15%	139 457 402		464 063 131	570 147 492
Dépenses de personnel	2 256 148 727	2 092 506 043	92,75%	163 642 684	7,25	2 064 225 686	1 753 737 730
- Rémunérations	990 774 163	920 899 014	92,95%	69 875 149	7,05	915 557 037	788 970 470
- Indemnités	849 570 520	796 479 045	93,75%	53 091 475	6,25	847 557 268	689 578 756
- Allocations	161 334 085	140 880 493	87,32%	20 453 592	12,68	82 372 486	133 218 838
- Cotisations et assurances	254 489 959	234 247 491	92,05%	20 222 468	7,95	218 738 895	141 969 666
Dépenses de transport et de déplacement	459 322 220	436 142 415	94,95%	23 179 805	5,05	443 636 330	361 430 026
- Dépenses de transport et de déplacement	459 322 220	436 142 415	94,95%	23 179 805	5,05	443 636 330	361 430 026
Achat de fournitures stockables et non stockables	172 233 195	132 809 271	77,11%	39 423 924	22,89	140 636 770	102 096 504
- Fournitures	167 224 153	129 035 401	77,16%	38 188 752	22,84	136 028 279	98 595 481
- Fournitures personnel	5 009 042	3 773 870	75,34%	1 235 172	24,66	4 608 491	3 501 023
Dépenses relatives aux services extérieurs	990 566 679	722 867 366	72,98%	267 699 313	27,02	700 813 076	485 400 163
- Entretien, réparations et maintenances	101 285 994	80 377 253	79,36%	20 908 741	20,64	71 045 491	53 138 350
- Primes d'assurance	34 208 500	30 303 912	88,59%	3 904 588	11,41	32 248 928	17 179 794
- Documentations	27 740 000	12 663 897	45,65%	15 076 103	54,35	16 711 919	8 377 570
- Publicité, Publications et relations publiques	313 224 341	167 215 795	53,39%	146 008 546	46,61	136 647 549	31 753 259
- Frais de télécommunications	92 566 021	80 130 120	86,57%	12 435 901	13,43	116 443 098	75 854 591
- Location et charges locatives	19 600 000	16 932 580	86,39%	2 667 420	13,61	11 299 161	10 322 456
- Frais bancaires	23 000 000	20 386 509	88,64%	2 613 491	11,36	25 910 204	21 384 402
- Autres charges externes	378 941 823	314 857 300	83,09%	64 084 523	16,91	290 506 726	267 389 741
Frais financiers, charges assimilées et autres dettes	0	0		0		0	0
- Frais financiers	0	0		0		0	0
Dépenses relatives aux impôts, droits et taxes	3 943 363	3 252 133	82,47%	691 230	17,53	2 866 428	1 945 973
- Impôts directs	3 943 363	3 252 133	82,47%	691 230	17,53	2 866 428	1 945 973
TOTAL OHADA	5 005 039 994	4 080 347 409	81,52%	924 692 585	18,48	4 241 230 129	3 719 354 626
Dépenses d'Investissements PTFs	330 000 000	258 310 444	78,28%	71 689 556			
Dépenses de Fonctionnement PTFs	1 541 928 379	996 080 811	64,60%	545 847 568			
TOTAL FINANCEMENTS PTFs	1 871 928 379	1 254 391 255	67,01%	617 537 124	32,99	0	0
TOTAL GENERAL	6 876 968 373	5 334 738 664	77,57%	1 542 229 709	22,43	4 241 230 129	3 719 354 626

C. ANALYSE DE L'EVOLUTION DES EMPLOIS

Poste	2012	2013	2014	Variation entre 2014 - 2012	Note
Immobilisations	270 065 024	140 872 689	122 578 042	-147 486 982	1
Sessions des Institutions	744 679 206	748 179 150	570 192 139	-174 487 067	2
Dépenses de personnel	1 753 737 730	2 064 225 686	2 092 506 043	338 768 313	3
Transport et déplacement	361 430 026	443 636 330	436 142 415	74 712 389	4
Fournitures	102 096 504	140 636 770	132 809 271	30 712 767	5
Services extérieurs	485 400 163	700 813 076	722 867 366	237 467 203	6
Impôts, droits et taxes	1 945 973	2 866 428	3 252 133	1 306 160	7
Total	3 719 354 626	4 241 230 129	4 080 347 409	360 992 783	

EVOLUTION DES EMPLOIS DE L'OHADA ENTRE 2012 ET 2014



Les emplois de l'OHADA (hors PTFs) ont connu une légère hausse globale de FCFA 361 millions en valeur absolue entre les exercices 2012 et 2014, soit environ 10% en valeur relative. Cette variation, essentiellement imputable aux dépenses du personnel, s'analyse par les effets combinés suivants :

Note 1. Immobilisations

Les immobilisations sont les biens acquis par l'OHADA et destinés à servir de façon durable pour ses activités. Elles sont de trois types : les immobilisations incorporelles, les immobilisations corporelles et les immobilisations financières.

L'évolution de ce poste entre 2012 et 2014 se présente comme suit :

Au 31 décembre 2012 : FCFA 270 065 024

Au 31 décembre 2013 : FCFA 140 872 689

Au 31 décembre 2014 : FCFA 122 578 042

On note une baisse de cette rubrique entre 2012 à 2014 à hauteur de 54,61%.

Note 2. Sessions des Institutions

Cette rubrique est constituée par les dépenses liées à l'organisation du Conseil des Ministres, les réunions des Experts de l'OHADA dans le cadre des Commissions Nationales OHADA (CNO), les réunions de la Commission de Normalisation Comptable (CNC) pour le SPO et les dépenses relatives aux sessions des Institutions à l'ERSUMA.

L'évolution de ce poste entre 2012 et 2014 se présente comme suit :

Au 31 décembre 2012 : FCFA 744 679 206

Au 31 décembre 2013 : FCFA 748 179 150

Au 31 décembre 2014 : FCFA 570 192 139

On observe une baisse sur cette rubrique. En effet, les charges sur ce poste ressortent à hauteur de FCFA 570 millions en 2014 contre FCFA 745 million en 2012. Cette diminution est essentiellement imputable au faible taux de réalisation des activités opérationnelles de l'ERSUMA dû aux contraintes financières observées en 2014.

Note 3. Dépenses de personnel

Les dépenses de personnel intègrent les salaires, indemnités, allocations du personnel ainsi que la police d'assurance maladie souscrite par l'OHADA en faveur de ces derniers.

Entre 2012 et 2014, elles ont connu une augmentation en valeur absolue de FCFA 338 768 313 et en valeur relative de 19,32%, passant en 2012 de FCFA 1 753 737 730 à FCFA 2 092 506 043 en 2014.

Cette augmentation est en droite ligne avec la politique de mise en œuvre du plan d'action ayant suivi l'adoption du nouveau Manuel de Procédures Administratives, Financières et Comptables de l'OHADA entré en vigueur le 1^{er} janvier 2012.

Note 4. Transport et déplacement

On note une augmentation en valeur absolue de FCFA 74 712 389 et en valeur relative de 20,67%, passant en 2012 de FCFA 361 430 026 à FCFA 436 142 415 en 2014.

Cette ligne prend en compte, les déplacements (y compris les frais d'hébergement et de subsistance) liés aux missions, les billets d'avion relatifs à la mobilisation et la démobilisation du personnel ainsi que les départs en congés.

Cette augmentation se justifie par la forte corrélation entre les dépenses de transport et l'effectif du personnel. Le pic observé sur le graphique courant 2013 est induit par l'Organisation des festivités marquant le vingtième (20^{ème}) anniversaire de l'OHADA à Ouagadougou (Burkina-Faso).

Note 5. Fournitures

Cette rubrique a connu une augmentation en valeur absolue de FCFA 30 712 767 et en valeur relative de 30,08%, passant en 2012 de FCFA 102 096 504 à FCFA 140 636 770 en 2014.

Cette ligne prend en compte, les dépenses de fourniture d'eau, d'électricité, de carburant et lubrifiants, de fournitures de bureau, de fournitures informatiques, de produits d'entretien, de petits équipements, et frais divers (frais PTT, timbres,...)

Cette augmentation se justifie par l'accroissement des activités de l'Organisation et l'évolution des effectifs.

Note 6. Services extérieurs

Entre 2012 et 2014, les dépenses de services extérieurs ont connu une augmentation en valeur absolue de FCFA 237 467 203 et en valeur relative de 48,92%, passant en 2012 de FCFA 485 400 163 à FCFA 722 867 366 en 2014.

Cette augmentation se justifie par les divers frais d'organisation des colloques relatifs aux audiences foraines et les ateliers de sensibilisations sur les Actes Uniformes et Actes Uniformes révisés, également les honoraires versés aux Experts participant aux activités de sensibilisation.

Note 7. Impôts, droits et taxes

Entre 2012 et 2014, ils ont connu une augmentation en valeur absolue de FCFA 1 306 160 et en valeur relative de 67,12%, passant en 2012 de FCFA 1 945 973 à FCFA 3 252 133 en 2014.

Cette ligne prend en compte les impôts retenus et liquidés sur les salaires des employés relevant du statut local au SPO.

Cette augmentation se justifie par les recrutements effectués par l'OHADA dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'action prioritaire après l'adoption du nouveau manuel de procédures.

Fait à Yaoundé, le 28 août 2015

